

Beaucoup de bruit pour rien ? Retour sur la lecture faite par Timothy Snyder des violences de masse nazie et stalinienne

À propos de : TIMOTHY SNYDER, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline* [2010], Paris, Gallimard, 2012, 710 p., ISBN 978-2-07-013198-3. TIMOTHY SNYDER, *Terre noire. L'Holocauste, et pourquoi il peut se répéter* [2015], Paris, Gallimard, 2016, 589 p., ISBN 978-2-07-014950-6

Jean Solchany

DANS **REVUE D'HISTOIRE MODERNE & CONTEMPORAINE** 2017/4 (N° 64-4), PAGES 134 À 171
ÉDITIONS **BELIN**

ISSN 0048-8003

ISBN 9782410009897

DOI 10.3917/rhmc.644.0134

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2017-4-page-134.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Beaucoup de bruit pour rien ? Retour sur la lecture faite par Timothy Snyder des violences de masse nazie et stalinienne

À propos de : **TIMOTHY SNYDER**,

Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline [2010],

Paris, Gallimard, 2012, 710 p., ISBN 978-2-07-013198-3

TIMOTHY SNYDER,

Terre noire. L'Holocauste, et pourquoi il peut se répéter [2015],

Paris, Gallimard, 2016, 589 p., ISBN 978-2-07-014950-6

Jean SOLCHANY

«A star is born»¹. La formule n'est pas excessive pour décrire l'ascension au firmament de Timothy Snyder, professeur à l'université de Yale. Avec *Bloodlands* et *Black Earth*, parus en 2010 et 2015, ce spécialiste de l'Europe orientale a conquis une renommée mondiale². Il est vrai que le succès éditorial a été massif : *Bloodlands* a été traduit en trente-trois langues ; *Black Earth*, d'emblée, a été publié en vingt-cinq idiomes³ ! Le premier ouvrage évoque la famine ukrainienne de 1932-1933, la grandeur terreur stalinienne de 1937-1938, la violence qui s'abat sur la Pologne en septembre 1939, les crimes nazis en Pologne et URSS occupée à partir de juin 1941, de la mort de faim des prisonniers de guerre soviétiques à l'extermination des juifs en passant par la répression des résistances, les nettoyages ethniques de la fin de la guerre, et enfin l'antisémitisme stalinien après 1945. *Black Earth* est entièrement consacré à la Shoah.

Crédité d'avoir renouvelé notre regard sur les pages les plus sombres de l'histoire européenne, l'historien américain est devenu un habitué des plateaux et des *talk shows*, une star globale sollicitée partout. Au lendemain de l'élection présidentielle américaine, les lecteurs du *Monde* ont pu découvrir ses «vingt leçons»

1. Je remercie Laurent Douzou d'avoir relu ce texte durant sa phase de finalisation.

2. Éditions originales : Timothy SNYDER, *Bloodlands. Europe between Hitler and Stalin*, New York, Basic, 2010 ; Id., *Black Earth: The Holocaust as History and Warning*, New York, Tim Duggan, 2015. Par convention, on renverra aux deux ouvrages par les abréviations TS (*Terres de sang*) et TN (*Terre noire*), en indiquant simplement le numéro des pages citées. Les italiques sont de Snyder.

3. D'après les données mentionnées sur le site de l'auteur : <http://timothysnyder.org/bio>.

pour «résister au monde de Trump»⁴. Quelques mois plus tard, en février 2017, sortait, dans la même veine, *On Tyranny. Twenty Lessons From the Twentieth Century*⁵. Cet essai clame l'urgente nécessité de l'expertise historienne :

«Les pères fondateurs tentèrent de nous protéger de la menace qu'ils connaissaient, celle de la tyrannie qui défit l'ancienne démocratie. Aujourd'hui, notre ordre politique fait face à de nouvelles menaces, qui ressemblent au totalitarisme du XX^e siècle. Nous ne sommes pas plus sages que les Européens qui virent la démocratie céder face au fascisme, au nazisme et au communisme. Notre seul avantage est que nous pouvons apprendre de leur expérience».

Tel est l'extrait qui accueille le lecteur sur le site internet de l'auteur, où l'on peut découvrir une foultitude de textes de et sur lui, des vidéos ainsi que la longue liste des titres l'ayant distingué, par exemple un *award in literature* de l'Académie américaine des arts et lettres en 2012, le prix Hannah Arendt de la pensée politique décerné par la Fondation Heinrich Böll (proche des Verts allemands) en 2013 ou la distinction d'officier de l'ordre du mérite de la République de Pologne en 2015.

Relevant de la sociologie des intellectuels, cette fascinante consécration ne retiendra pas notre attention. Il nous paraît utile, en revanche, de revenir sur *Bloodlands* et *Black Earth* – en premier lieu parce que la réaction des historiens a été des plus contradictoire. Enthousiaste, Henry Rouso voit dans *Bloodlands* un «saut historiographique majeur». Son collègue ukrainien Andriy Portnov salue un livre qui «élargit notre imagination historique, notre sensibilité et nos centres d'intérêt». Le Britannique Mark Roseman évoque «un livre remarquable», qui raconte «l'histoire de la violence nazie et soviétique d'une manière qui redonne vie à ce chapitre sauvage et change durablement ce que nous voyons»⁶. Un sentiment qui n'est pas du tout partagé par ses collègues allemand et américain Jürgen Zarusky et Amin Weiner, auteurs de critiques très sévères⁷. À propos de *Black Earth*, si Johann Chapoutot voit dans T. Snyder l'historien qui a «un temps d'avance»⁸, Omer Bartov a intitulé sa recension «How not to write the history of the Holocaust»⁹.

4. T. SNYDER, «Les vingt leçons de Timothy Snyder pour résister au monde de Trump», *Le Monde*, 19 novembre 2016.

5. T. SNYDER, *On Tyranny. Twenty Lessons From the Twentieth Century*, New York, Tim Duggan, 2017.

6. Henry ROUSSO, «Au-delà de la comparaison», p. 179 et 182, Andriy PORTNOV, «Stalinisme et nazisme», p. 178, in «Autour des *Terres de sang* de Timothy Snyder», dossier publié dans *Le Débat*, 172, 2012, p. 151-192. Dans ce dossier figurent également des contributions de Christian Ingrao, Pieter Lagrou, Dariusz Stola, Annette Wiewiorka et T. Snyder. Mark ROSEMAN, «Bloodlines», in «Review Forum Timothy Snyder: *Bloodlands Europe between Hitler and Stalin*», dossier paru dans *Journal of Genocide Research*, 13-3, 2011, p. 313-352, p. 326. Ce dossier comprend également des contributions de John Connelly, A. Portnov, Michael David-Fox et T. Snyder.

7. Jürgen ZARUSKY, «Timothy Snyders "Bloodlands" – Kritische Anmerkungen zur Konstruktion einer Geschichtslandschaft», *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 60-1, 2012, p. 1-29; Amin WEINER, «Timothy Snyder, *Bloodlands*», *Cahiers du Monde Russe*, 53-4, 2012 (<http://monderusse.revues.org/7904>).

8. Johann CHAPOUTOT, recension de *Black Earth* dans *Le Monde* du 16 octobre 2015.

9. Omer BARTOV, «How not to write the history of the Holocaust», *The Chronicle of Higher Education*, mars 2016; voir également ID., «Bloodlands. Europe between Hitler and Stalin», *Slavic Review*, 70-2, 2012, p. 424-428. Parmi les nombreuses analyses de *Bloodlands* et *Black Earth* voir notamment, outre les références déjà citées: Jörg BABEROWSKI, «In verwüstem Land», *Zeitonline*, 14 juillet 2011

Sans conteste, avec *Bloodlands* surtout, T. Snyder a su braquer les projecteurs sur un espace autant géographique qu'historique, l'Europe orientale des années 1930 et 1940, qui reste mal connu du grand public. Il nous remémore les violences nazie et stalinienne, en des pages parfois fortes, décrivant des scènes épouvantables, soucieux qu'il est de redonner leur humanité aux victimes. La démarche faisait d'autant plus sens que la recherche a été prolifique depuis la chute du mur de Berlin. Mais présenter ses avancées dans des synthèses conjuguant lisibilité et scientificité n'était pas l'objectif poursuivi. *Bloodlands* et *Black Earth* ne sont pas davantage des monographies pointues. Ce sont des objets hybrides, des pavés avec notes en bas de page revendiquant le statut de livres à thèse, d'essais iconoclastes.

Nous proposons ici une relecture d'ensemble des analyses snydériennes. Au-delà de la manière dont il est rendu compte du nazisme ou du stalinisme, il s'agira d'interroger la vision de l'histoire, voire la vision du monde qui sous-tendent une entreprise de réinterprétation du passé européen qui, malheureusement, doit être considérée comme un échec. *Bloodlands* suggère des représentations de l'histoire hasardeuses ou datées. La relativisation de la spécificité de la Shoah, l'exagération des similitudes entre des régimes nazi et stalinien envisagés dans un schéma interactionniste contestable, une perspective hitlérocentrée et stalino-centrée fleurant bon l'histoire des grands hommes, constituent autant d'aspects problématiques. Les réponses schématiques apportées à des questions mal posées peinent à convaincre : le décentrage spatial proposé dans *Bloodlands*, la thèse de la destruction de l'État déclinée dans *Black Earth* n'apportent guère de plus-value heuristique. Quant aux « leçons » tirées de l'histoire, elles relèvent davantage d'une futurologie de bazar que d'une expertise argumentée.

BLOODLANDS : DU NEUF AVEC DU VIEUX ?

Dans *Bloodlands*, Timothy Snyder endosse l'uniforme du pionnier : « En douze ans, les deux régimes assassinèrent sciemment 14 millions de personnes. C'est

(<http://www.zeit.de/2011/29/L-Snyder-Bloodlands>) ; Christopher R. BROWNING, « A new vision of the Holocaust », *The New York Review of Books*, 8 octobre 2015 ; Dan DINER, « Topography of interpretation: Reviewing Timothy Snyder's *Bloodlands* », *Contemporary European History*, 21-2, 2012, p. 125-131 ; Richard J. EVANS, « Who remember the Poles », *London Review of Books*, 4 novembre 2010 ; Thomas KÜHNE, « Great men and large numbers: Undertheorising a history of mass killing », *Contemporary European History*, 21-2, 2012, p. 133-143 ; R. J. EVANS, « Black Earth by Timothy Snyder – A new lesson to be learned from the Holocaust », *The Guardian*, 10 septembre 2015 ; Wendy LOWER, « Bloodlands. Europe between Hitler and Stalin », *Journal of Genocide Research*, 13-1/2, 2011, p. 165-167 ; Michael R. MARRUS, « Timothy Snyder's *Black Earth* », *The New York Times*, 3 septembre 2015 ; Dieter POHL, « *Black Earth* », *H-Soz-u-Kult, H-Net Reviews*, octobre 2015 ; Jacques SÉMELIN, « Timothy Snyder et ses critiques », *laviedesidées.fr*, 15 février 2013 ; Stefan TROEBST, « Bloodlands. Europe between Hitler and Stalin », *H-Soz-u-Kult, H-Net Reviews*, février 2011 ; Michael WILDT, « Bloodlands. Europe between Hitler and Stalin », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 14-1, 2013, p. 197-206. Dans les numéros 2 et 3 du *Journal of Modern European History* de l'année 2012, *Bloodlands* est analysé par Dietrich Beyrau, Manfred Hildermeier, Dariusz Stola, Sybille Steinbacher, Dan Michman et Johannes Hürter.

un moment que nous commençons à peine à comprendre, pour ne pas dire maîtriser»; «Pour l'heure, l'époque des tueries massives en Europe est surthéorisée et mal comprise» (TS, p. 611 et 579). Certes, T. Snyder, qui n'est spécialiste ni du nazisme ni du stalinisme, en dépit de sa maîtrise, remarquable, de nombreuses langues, reconnaît une dette envers les historiens qui l'ont précédé. Les notes renvoient à nombre d'entre eux. Mais les Hilberg, Fainsod, Jäckel, Lewin, Broszat, Fitzpatrick, Browning et autres Herbert, sommets les plus connus d'un gigantesque massif de recherches fait de milliers d'articles et d'ouvrages, ne sont qu'exceptionnellement évoqués dans le corps du texte. Seuls Hannah Arendt et Vassili Grossman sont revendiqués avec une certaine insistance. À l'exception d'une vague réfutation de la thèse de la «modernité» des crimes nazis, défendue notamment par Zygmunt Bauman, non nommé, le bilan de la recherche se limite donc à quelques brèves considérations nichées dans les notes et difficilement compréhensibles pour le lecteur non initié qui aura pris le soin de les consulter, en bas de page dans la version française, carrément en fin d'ouvrage dans la version originale.

Ce déficit supposé de la recherche résulterait d'une série de biais mémoriels dont la responsabilité première incomberait à Staline: «En introduisant dans le monde une nouvelle forme d'antisémitisme [après la Seconde Guerre mondiale, NDLR], ce dernier «diminua la réalité de l'Holocauste». Par une sorte de retour de balancier, la mémoire internationale de la Shoah des années 1970 et 1980 «reposa sur les expériences des Juifs allemands et ouest-européens, groupes de victimes mineurs, et sur Auschwitz». La recherche occidentale serait ainsi passée «rapidement sur les près de 5 millions de Juifs tués à l'est d'Auschwitz, et les près de 5 millions de non-Juifs tués par les nazis» (TS, p. 571). «Dépouillé de sa singularité juive à l'Est», mais également «privé de sa géographie à l'Ouest», l'Holocauste «ne devait jamais devenir tout à fait une partie de l'histoire européenne» (*ibidem*).

Les œillères de l'histoire officielle communiste et les limites de la recherche occidentale d'avant la chute du mur ne sont plus à démontrer. Le bilan de T. Snyder mérite néanmoins d'être nuancé. Dès l'immédiat après-guerre lors des procès de Nuremberg, en 1958 à Ulm avec celui des *Einsatzgruppen*, les fusillades massives dont furent victimes les juifs soviétiques sont abondamment évoquées. En 1961, Raul Hilberg leur consacre une centaine de pages dans *La destruction des juifs d'Europe*¹⁰. En outre, la dimension «orientale» de l'extermination n'est pas que savoir d'initiés. En 1952, *La muraille* (*The Wall*), le best-seller mondial du journaliste John Hersey, a pour théâtre le ghetto de Varsovie¹¹. Intitulé «The Road to Babi Yar», le deuxième épisode de la mini-série *Holocauste*, qui connut le

10. Raul HILBERG, *La destruction des juifs d'Europe* [1961 ; 3^e éd. 1985], Paris, Fayard, 1988. Voir le chapitre 7 intitulé «Les opérations mobiles de tuerie».

11. John HERSEY, *La muraille* [1950], Paris, Gallimard, 1952. Sur la signification de cet ouvrage: François AZOUVI, *Le mythe du grand silence. Auschwitz, les Français, la mémoire*, Paris, Fayard, 2012, p. 141-144.

succès que l'on sait à la fin des années 1970, est centré sur le massacre tristement célèbre, en septembre 1941, de plus de 33 000 juifs de Kiev.

Quoi qu'il en soit, la divergence des mémoires aurait durablement entravé la compréhension des tueries à l'Est. Mais, maintenant que le rideau de fer tombé jadis entre l'Est et l'Ouest, ainsi qu'«entre les survivants et les morts», «a été relevé, nous pouvons voir, pour peu que nous le souhaitons, l'histoire de l'Europe entre Staline et Hitler» (TS, p. 571). T. Snyder veut englober dans la même histoire «l'Holocauste, les autres politiques allemandes de tueries de masse et les massacres stalinien», qui «devinrent des histoires différentes, alors même que, dans la réalité historique, ils appartenaient au même espace et à la même époque» (TS, p. 570). Il veut réunir «les régimes nazi et soviétique, mais aussi l'histoire juive et l'histoire européenne, ainsi que les histoires nationales» (TS, p. 25), décrire «les victimes, et les bourreaux», écrire l'«histoire des gens tués par les politiques de dirigeants lointains». Cette ambition prend la forme d'une problématique spatiale : «Les patries des victimes se situent entre Berlin et Moscou; elles devinrent les terres de sang après l'essor d'Hitler et Staline»; «Dans la géographie politique des années 1930, [les terres de sang] comprenaient la Pologne, les pays baltes, la Biélorussie soviétique, l'Ukraine soviétique, la frange occidentale de la Russie soviétique» (TS, p. 25 et 15).

Les limites du postulat snydérien

De prime abord, la perspective semble prometteuse. À l'heure du tournant spatial, de l'histoire transnationale et des *genocide studies*, le paradigme des «terres de sang» n'est-il pas de nature à décloisonner les histoires et les historiographies, à permettre le décentrage synonyme d'une histoire globale de tueries considérées dans leur entremêlement? Le nouveau regard revendiqué dans *Bloodlands* repose toutefois sur une hypothèse déconcertante. S'il ne souhaite pas minimiser l'horreur des atrocités qui se sont déroulées plus à l'est ou plus à l'ouest, T. Snyder veut «tester l'idée que le meurtre massif, direct et délibéré par ces deux régimes dans les terres de sang est un phénomène distinct qui mérite d'être traité à part» (TS, p. 618). En clair, le déporté du Goulag qui a terminé ses jours à la Kolyma, le citoyen soviétique abattu d'une balle dans la nuque dans l'Oural, le juif allemand tué pendant la nuit de cristal, l'interné psychiatrique gazé dans une clinique d'Allemagne, le résistant français mort d'épuisement à Mauthausen, le villageois grec massacré lors de la répression anti-partisans relèveraient d'un régime de criminalité différent de celui qui a prévalu dans les «terres de sang». Ils ne sont que peu ou pas évoqués.

Quelques rappels suffiront à souligner les limites du postulat snydérien. Lorsque différents modes de tuerie sont expérimentés en son sein, dont l'asphyxie par le zyklon B, Auschwitz n'est encore qu'un camp de concentration. Sa mutation en un centre de mise à mort ne peut s'expliquer sans la prise en compte de l'univers concentrationnaire dont il est issu et auquel il continue d'appartenir. Il est vrai que T. Snyder s'intéresse davantage à Sobibor, Belzec et Treblinka qu'à

Auschwitz. Mais il faut également quitter les terres de sang pour en comprendre la genèse, puisque d'anciens cadres de l'*Aktion T4*, c'est-à-dire de l'extermination des malades mentaux allemands, jouèrent un rôle majeur dans leur conception et mise en œuvre. De même, les *Einsatzgruppen* conduisent à s'intéresser au système dont ils sont l'émanation, aux administrations et organisations, la Gestapo, la SS, dont sont originaires leurs membres. Des tueurs dont l'apprentissage de la violence a débuté en Allemagne, avant 1933 pour certains, durant la semi-guerre civile des débuts de la république de Weimar. Le fait qu'un crime ait été perpétré dans un lieu plutôt qu'un autre ne lui confère pas une spécificité telle qu'il doive être « traité à part ». Tout s'entremêle dans l'histoire de la violence nazie. Les premières victimes du *zyklon B* sont des prisonniers de guerre soviétiques qui ont servi de cobayes. De nombreux juifs occidentaux ont été ensuite assassinés à Birkenau, cette extension du camp originel bâtie par des prisonniers de guerre soviétiques quasiment tous morts à la tâche. Quant à la mutation d'Auschwitz en un centre de mise en mort, elle est incompréhensible sans la prise en compte d'une part des tueries plus à l'est, par fusillades et dans d'autres centres de mise à mort, d'autre part du plan de déportation de juifs en provenance de toute l'Europe. Les criminalités dans et hors des terres de sang sont indissolublement liées.

S'agissant des crimes staliniens, l'effet d'isolation induit par le paradigme des terres de sang n'est pas plus justifiable. On souffre et on meurt en URSS du fait de la répression, des déportations ou de la faim en Ukraine, en Biélorussie ou dans la partie occidentale de la Russie, mais également dans la région de la Volga, dans le Caucase, dans le Kazakhstan, dans les camps de travail et les villages spéciaux des zones les plus orientales et les plus reculées du pays. Comme les camps de concentration nazis, le Goulag soviétique est peu pris en compte. Sa montée en puissance coïncide pourtant avec la collectivisation à grande échelle et l'exacerbation de la violence, dont le point d'orgue a été la Grande Terreur. Là encore, postuler que le lieu où se sont déroulés les crimes induit un régime d'explication particulier conduit à obscurcir la logique d'ensemble d'une criminalité d'État. C'est pourquoi T. Snyder n'a eu d'autre choix que d'inscrire son histoire dans un horizon dépassant les « terres de sang », sous peine de rendre son propos inintelligible. Mais cette contextualisation se fait *a minima*, par touches impressionnistes et lacunaires. Elle ne vise pas à délivrer des clefs d'explication. Car seule compte la spécificité supposée des crimes qui se déroulèrent là « où les plans impériaux d'Hitler et de Staline se chevauchèrent », « où le NKVD soviétique et la SS allemande concentrèrent leurs forces ». Les terres de sang « sont des territoires soumis à la fois au pouvoir policier allemand et soviétique et aux politiques de tuerie de masse associées à un moment ou à un autre entre 1933 et 1945 » (TS, p. 15, 615, 616).

En dépit de son caractère artificiel – les régions et les pays qu'elle regroupe n'ont guère d'homogénéité – la notion des terres de sang n'est donc pas qu'une formule accrocheuse. Elle sert l'analyse des histoires nazie et soviétique au prisme d'une grille de lecture interactionniste. Au-delà, une seconde grille de lecture,

étroitement imbriquée à la première, structure la réflexion. T. Snyder plaide en effet pour l'«acceptation franche des similitudes entre les systèmes nazi et stalinien». S'il évoque rapidement des différences, ces dernières ne jouent qu'un rôle limité. La notion des terres de sang peut donc être considérée comme relevant du paradigme totalitariste, tant, dans *Bloodlands*, nazisme et stalinisme présentent des points communs. La réflexion snydérienne s'inscrit dans une tradition interprétative qui remonte aux années 1930, avec des intellectuels comme Waldemar Gurian¹², Franz Borkenau¹³ ou encore Hermann Rauschning¹⁴, autant de précurseurs de la théorie du totalitarisme, qui connaît ses formulations les plus canoniques dans les années 1950, en pleine Guerre froide.

Il nous faut laisser de côté la passionnante histoire d'un concept qui a donné lieu à de nombreuses publications relatives au rôle qu'il a joué dans les débats intellectuels et politiques¹⁵. S'agissant de sa validité scientifique, un relatif consensus s'est dégagé pour en signaler les limites. Dans la dernière réflexion d'ensemble sur la question, Sheila Fitzpatrick et Michael Geyer ont appelé à son dépassement, plaidant en faveur d'une «posture post-théorique et post-totalitaire»¹⁶. Au vu de la longue histoire d'un concept contesté, il est surprenant que T. Snyder ne consacre guère de temps à justifier sa démarche. Il ne recourt ainsi que du bout des lèvres à la notion même de totalitarisme, à l'occasion d'une courte référence à Hannah Arendt (TS, p. 574). Il est vrai qu'il ne s'intéresse pas aux régimes nazi et stalinien en tant que tels. Le constat de leurs similitudes réelles ou supposées lui importe avant tout pour étayer l'étude des crimes perpétrés dans les terres de sang, dans une dynamique interactionniste.

UNE LECTURE INTERACTIONNISTE ET CRYPTO-TOTALITARISTE

Dans sa formulation la plus orthodoxe, codifiée par Carl Joachim Friedrich dans les années 1950, le paradigme totalitaire restitue une image figée de phénomènes évolutifs, saisis à leur apogée idéal-typique et réduits à quelques

12. Waldemar GURIAN, *Bolschewismus als Weltgefahr*, Lucerne, Vita Nova, 1935 (trad. française: *Le bolchévisme, danger mondial*, Paris, Alsatia [1935]).

13. Franz BORKENAU, *The Totalitarian Enemy*, Londres, Faber and Faber, 1940 (rééd. New York, AMS Press, 1982).

14. Hermann RAUSCHNING, *Die Revolution des Nihilismus: Kulisse und Wirklichkeit im Dritten Reich*, Zurich, Europa Verlag, 1938 (trad. française: *La révolution du nihilisme*, Paris, Gallimard, 1939; trad. anglaise: *The Revolution of Nihilism: Warning to the West*, New York, Alliance, 1939).

15. Sur le concept de totalitarisme: Bruno SEIDEL, Siegfried JENKNER (éd.), *Wege der Totalitarismus-Forschung* [1968], Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1974; Enzo TRAVERSO (éd.), *Le totalitarisme. Le XX^e siècle en débat*, Paris, Seuil, 2001; Bernard BRUNETEAU, *Les totalitarismes* [1999], Paris, Colin, 2014.

16. Michael GEYER, Sheila FITZPATRICK, «Introduction: After totalitarianism – Stalinism and Nazism compared», in EID. (éd.), *Beyond totalitarianism. Stalinism and Nazism compared*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 1-38, p. 8. Sur la comparabilité des histoires nazie et soviétique, voir également H. ROUSSO (éd.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999; Ian KERSHAW, Moshe LEWIN (éd.), *Stalinism and Nazism. Dictatorships in Comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

caractéristiques floues, telles que la toute-puissance du chef, la terreur de masse, la désignation de boucs émissaires, une société atomisée et une économie aux ordres¹⁷. Dans cette perspective, leurs conditions d'émergence n'intéressent guère. Certes, dans *Bloodlands*, l'approche est plus historienne et dynamique. Mais, soucieux de souligner les similitudes entre nazisme et stalinisme, Timothy Snyder délaisse largement la question de leurs origines, dont l'analyse permet pourtant de comprendre que les régimes stalinien et nazi diffèrent déjà parce qu'ils s'inscrivent dans des histoires distinctes.

Le délaissement de la question des origines

L'accession des nazis au pouvoir fait ainsi l'objet d'une présentation rapide et approximative. L'arrivée d'Adolf Hitler à la chancellerie refléterait la volonté conservatrice de se servir de lui « afin d'écarter du pouvoir la puissante gauche allemande » (TS, p. 47). Or, le SPD n'est plus présent au gouvernement depuis mars 1930. Au-delà, la gauche se trouve alors dans un état de grande faiblesse. Non moins curieux est le constat suivant lequel les conservateurs auraient été surpris par l'annonce de nouvelles élections législatives pour mars 1933. En effet, une énième dissolution du Reichstag faisait partie du *deal* négocié avec les nazis. On peut également regretter l'absence de considérations sur les cultures conservatrices et antisémites allemandes, qui méritent encore d'être auscultées, bien que la fameuse thèse du *Sonderweg* (voie spécifique) ait perdu de sa superbe. Enfin, T. Snyder nous dit peu de choses sur l'horizon dans lequel s'inscrit le nazisme, celui d'une société développée et avancée, même si elle se trouve alors plongée dans une crise économique majeure.

À propos de l'URSS, le peu de cas fait de la question des origines est plus dommageable encore. En effet, T. Snyder identifie une césure majeure dans « l'impitoyable campagne de réquisitions de blé qui inaugure l'ère des tueries de masse en Europe. C'était en 1933 » (TS, p. 9). La signification de la période antérieure s'en trouve radicalement minorée. Dans le sillage d'une guerre mondiale meurtrière, au moins huit millions de militaires et de civils sont pourtant morts de 1918 à 1922 lors des affrontements entre les blancs, les rouges et les verts, du fait des violences perpétrées de tous côtés, plus encore à cause des maladies et de la famine de 1921-1922. La non prise en compte de ce moment fondateur souligne l'inadéquation du cadrage chronologique retenu. Là encore, pour éviter d'être inintelligible, T. Snyder fait bien quelques rappels. Mais leur brièveté induit des raccourcis contestables. Quelle représentation de la révolution russe le lecteur non spécialiste peut-il se faire lorsqu'il lit que « Lénine lui-même avait été une arme secrète allemande dans la Première Guerre mondiale ; la Révolution bolchevik fut une retombée de la politique

17. Carl J. FRIEDRICH (éd.), *Totalitarianism : Proceedings of a Conference held at the American Academy of Arts and Sciences, March 1953*, Cambridge, Harvard University Press, 1954 ; ID., Zbigniew K. BRZEZINSKI, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, Cambridge, Harvard University Press, 1956.

étrangère allemande de 1917 » (TS, p. 129)¹⁸. Surtout, la question, essentielle et épineuse, des continuités entre les débuts soviétiques et l'ère stalinienne n'est pas posée, victime de l'année 1933 érigée en césure couperet. Bien des logiques porteuses de la terreur des années 1930 se forment à partir de la guerre civile, de la police politique aux purges, en passant par la marginalisation des « ennemis de classe », la méfiance à l'encontre de la paysannerie et l'ambition de collectiviser les campagnes afin de réaliser l'« accumulation socialiste primitive » chère à Preobrajenski. Les opérations de masse conduites durant l'année 1927 par l'OGPU, avec l'arrestation de 49 000 personnes à la clef, dans un contexte de NEP finissante et de psychose antiimpérialiste, sur fond de méfiance à l'encontre des populations, montrent que bien des mécanismes qui jouèrent à plus grande échelle dans les années 1930 étaient déjà opératoires¹⁹. Enfin, l'héritage du passé tsariste, des tensions antérieures à 1917 ou 1914, l'importance de la question du développement, ne sont pas évoqués.

Puisque l'intention était d'objectiver les interactions entre les régimes nazi et soviétique, il fallait aligner chronologiquement le second sur le premier, au mépris de toute rigueur analytique. Les pays et régions étudiées ne « devinrent les terres de sang » qu'« après l'essor d'Hitler et de Staline » (TS, p. 25). Le délaissement de la question des origines témoigne aussi d'une focalisation excessive sur Hitler et Staline. *Bloodlands*, dont le sous-titre est « L'Europe entre Hitler et Staline », un binôme qui donne également son titre à l'introduction (« Hitler et Staline »), sacrifie à l'histoire des « grands hommes ». Chez T. Snyder, les deux dictateurs sont des démiurges, leurs visions sont le moteur de l'histoire : « L'utopie de Staline était de se donner de neuf à douze semaines pour collectiviser le pays ; celle d'Hitler de conquérir l'Union soviétique dans le même laps de temps » (TS, p. 584) ; « Avec l'aide d'associés capables comme Himmler et Heydrich, Hitler passa d'un univers fictif à un autre, et entraîna avec lui une bonne partie du peuple allemand » (TS, p. 587). Hitler et Staline entourés d'exécutants serviles, telle est l'histoire passablement désuète que raconte *Bloodlands* :

« En septembre 1941, Göring, le séide d'Hitler, fit très largement ce que Kaganovitch, le séide de Staline, avait fait en décembre 1932. Les deux hommes donnèrent des instructions pour une politique alimentaire qui condamnait des millions de gens à une mort certaine au cours des mois suivants » (TS, p. 274).

Aucune justification n'est proposée de ce primat des « grands hommes ». Si Hitler et Staline ont joué un rôle central qu'il n'est pas question de nier ou de relativiser, T. Snyder ne propose pas de discussion des enseignements

18. On retrouve le même type d'analyse sur les origines de la Chine communiste, p. 547 : « Le Japon joua dans la Seconde Guerre mondiale le rôle que l'Allemagne avait joué dans la Première : à défaut de se tailler un grand empire, il fut la servante d'une révolution communiste dans un pays voisin. La République populaire de Chine fut proclamée en octobre 1949 ».

19. Sur les opérations de masse de l'été 1927 : Olga VELIKANOVA, « The first Stalin mass operation (1927) », *The Soviet and Post-Soviet Review*, 40-1, 2013, p. 64-89.

délivrés par leurs principaux biographes et le fonctionnement proprement dit des pouvoirs hitlérien et stalinien retient peu son attention.

Un «interactionnisme» très hypothétique

L'un des fondements de l'ouvrage, et non le moindre, réside dans sa dimension «interactionniste». Le lecteur découvre ainsi des analyses d'un autre âge sur le communisme, qui aurait puissamment contribué à l'avènement du nazisme : «[Mussolini et Hitler] incarnaient une nouvelle sorte de droite pour laquelle il allait de soi que le communisme était le grand ennemi, mais qui imitait certains aspects de la politique communiste» (TS, p. 46). On est ici plus proche du Friedrich Hayek de *La route de la servitude* que d'une analyse sérieuse de la montée des fascismes. T. Snyder évoque le «puissant parti communiste allemand» et juge que l'«effondrement de l'économie allemande réveilla le spectre d'une révolution communiste, aidant ainsi Hitler à accéder au pouvoir» (TS, p. 47) : «L'insistance des communistes allemands sur la nécessité d'une révolution de classe immédiate valut aux nazis d'engranger les voix des classes moyennes. Elle poussa également les employés de bureau et les travailleurs indépendants à voter nazi plutôt que social-démocrate» (TS, p. 115). Dans sa campagne électorale, Hitler aurait placé la famine ukrainienne «au cœur d'un débat idéologique acharné» (TS, p. 114). Staline semble ainsi avoir joué un rôle important dans l'avènement du nazisme :

«La politique même de Staline facilita la tâche d'Hitler en offrant une vision pareillement binaire du monde politique. En focalisant son attention sur la collectivisation et la famine, Staline avait sans le savoir accompli une bonne partie du travail idéologique qui aida Hitler à arriver au pouvoir» (TS, p. 114).

Au vu de l'ampleur de la responsabilité imputée au communisme, il n'aurait pas été superflu de rappeler que ce genre de réflexions, infondées, s'enracine dans une filiation analytique libérale et conservatrice remontant, là encore, aux années 1930. Bien évidemment, l'idée d'un lien de causalité entre communisme et nazisme fait penser à la célèbre «querelle des historiens» qui s'épanouit en RFA au milieu des années 1980. Ne serait-ce que pour s'en démarquer, T. Snyder aurait gagné à situer sa réflexion par rapport à celle d'Ernst Nolte²⁰. D'autant que dans *Bloodlands*, le modèle «interactionniste» sert directement l'analyse des tueries. Les quatorze millions de morts des terres de sang «furent tous victimes d'une politique de tuerie soviétique ou nazie, souvent de l'interaction de l'Union soviétique et de l'Allemagne nazie» (TS, p. 13). S'il s'agit d'évoquer le pacte germano-soviétique, la notion d'interaction a un sens, même si le constat n'a rien de nouveau. Reste qu'entre septembre 1939 et juin 1941, en Pologne annexée, il y a moins eu interaction à

20. Un bilan de la querelle des historiens : Klaus GROSSE KRACHT, «Debatte: Der Historikerstreit», Version 1.0, in *Docupedia-Zeitgeschichte*, 11 janvier 2010 (<http://docupedia.de/zg/Historikerstreit>).

proprement parler que déploiement parallèle de violences dont les ressorts sont loin d'être identiques, en dépit d'incontestables similitudes, de part et d'autre de la nouvelle frontière germano-soviétique. Mais l'interactionnisme snydérien revendique une portée plus générale. Quelques années auparavant, les historiens allemands Jörg Baberowski et Anselm Doering-Manteuffel avaient déjà formulé un schéma interactionniste, avec un succès mitigé²¹. À lire T. Snyder, l'idée étant plus suggérée que démontrée, la réalité soviétique aurait préparé la violence nazie : « Tout récemment encore, l'Est était le domaine du NKVD. Un des secrets de la réussite d'Himmler fut d'avoir su exploiter l'héritage du pouvoir soviétique dans les territoires où il avait été mis en place depuis peu » (TS, p. 303). Le lecteur peine toutefois à cerner la nature des interactions évoquées dans *Bloodlands*.

L'analyse de la mort des trois millions de prisonniers de guerre soviétiques, qui « moururent du fait de l'interaction des deux systèmes », confine au truisme : « [Leur] destin fut la conséquence de la rencontre belligérante de deux sociétés : des politiques criminelles mises en œuvre par l'Allemagne nazie sur le territoire soviétique » (TS, p. 575, 576). Si les soldats ont bien été capturés au terme d'opérations militaires, le fait que les camps sous supervision militaire où ils moururent de faim et de froid – quand ils n'ont pas été livrés à la SS pour exécution – se situaient souvent à l'Est, ne démontre en rien une responsabilité de l'URSS dans leur sort, imputable à la radicalité du projet d'invasion. Or, la « guerre d'extermination » (*Vernichtungskrieg*) planifiée durant le printemps 1941 n'est guère analysée. S'il a rédigé des pages poignantes sur les prisonniers, T. Snyder passe rapidement sur les ordres criminels (*verbrecherische Befehle*) édictés par le haut commandement de l'armée de terre dans une logique de terreur préventive. La surestimation du facteur Hitler le conduit même à relativiser la responsabilité des militaires : « Les commandants allemands devaient continuer la guerre, c'est-à-dire nourrir les soldats et donc affamer les autres. Telle était la logique politique. Et tel était le piège moral. Pour les soldats et les officiers subalternes, il n'y avait d'autre issue que l'insubordination ou la capitulation... » (TS, p. 274).

La guerre des partisans, notamment en Biélorussie, serait née, elle aussi, d'une interaction :

« Les Allemands tuèrent les Juifs accusés d'être partisans, et beaucoup de Juifs se firent partisans. Ils servaient alors le régime soviétique et prenaient part à une politique soviétique qui attirait des représailles sur les civils. La guerre de partisans en Biélorussie fut un effort perversément interactif d'Hitler et de Staline, ignorant chacun les lois de la guerre et précipitant l'escalade du conflit derrière les lignes de front » ; « Pour chacun des dirigeants, la guerre des partisans fut l'occasion suprême d'inciter l'autre à de nouvelles brutalités » (TS, p. 389 et 591).

21. J. BABEROWSKI, Anselm DOERING-MANTEUFFEL, *Ordnung durch Terror. Gewaltexzesse und Vernichtung im nationalsozialistischen und im stalinistischen Imperium*, Bonn, Dietz, 2006 ; EID., « The quest for order and the pursuit of terror: National Socialist Germany and the Stalinist Soviet Union as multiethnic empires », in M. GEYER, S. FITZPATRICK (éd.), *Beyond...*, op. cit., p. 180-227.

Les hommes et les femmes qui s'opposèrent à l'asservissement de leur pays se trouvent mis sur le même plan que les occupants qui affament, massacrent, pillent, raflent et déportent²².

Dans la même veine, on pourrait aussi considérer que les résistants qui entravèrent la marche de la division SS Das Reich vers la Normandie au lendemain du 6 juin 1944 furent coresponsables des morts d'Oradour-sur-Glane, que la Résistance fut un effort perversément interactif entre Churchill et Hitler, chacun ignorant les lois de la guerre. Affirmer que les résistants contrevenaient au droit de la guerre a d'ailleurs été l'un des principaux arguments avancés par les responsables allemands avant et après 1945 pour justifier leur action. Certes, en URSS, les violences dans les zones touchées par la guerre des partisans ont revêtu une dimension de guerre civile, inexistante à cette échelle et à cette intensité dans le cas français, avec de nombreuses exécutions de collaborateurs réels ou supposés. Mais pour analyser cette réalité, il faut, en lieu et place du concept de la «perversion interactive», ausculter des sociétés brutalisées de longue date, évaluer l'héritage de la révolution et de la guerre civile, de la collectivisation et de la grande terreur, souligner les tensions ethniques, prendre la mesure du contexte local, le pouvoir soviétique exerçant une tutelle réelle mais lointaine sur les groupes de partisans²³.

Quant aux pogroms des débuts de la guerre déclenchée en juin 1941, ils auraient été «une production commune, l'édition nazie d'un texte soviétique» (TS, p. 313). Rappelons qu'ils ont eu lieu dans des localités soumises depuis l'automne 1939 à une politique de soviétisation particulièrement brutale, là où le NKVD, en se retirant précipitamment devant l'avancée de la Wehrmacht, s'est livré à des massacres massifs de prisonniers – autant de cadavres dont la découverte suscita un choc dans la population. Rien ne permet toutefois de conclure à une responsabilité soviétique dans les effroyables tueries de juifs qui se déroulent ensuite et s'expliquent par la force de l'antisémitisme local, l'action de groupes nationalistes, le contexte de la guerre d'invasion et les fusillades commises par les *Einsatzgruppen* allemands.

Un comparatisme très niveleur

Si les interactions font la spécificité des «terres de sang» («C'est là que se chevauchèrent et interagirent la puissance et la malveillance des deux régimes», TS, p. 580), leur mise en évidence repose donc sur des bases très fragiles. Il en est de même pour les similitudes entre l'Allemagne d'Hitler et la Russie de Staline: «Dans les deux régimes, le parti joua un rôle dirigeant en matière

22. Cette mise en égalité est d'autant plus surprenante que T. Snyder prend pourtant le soin, dans l'un des meilleurs passages de *Bloodlands*, de décrire les grandes opérations combinées anti-partisans, telles que les opérations Cottbus et Hermann du printemps et de l'été 1943, qui disent toute la démesure meurtrière de la guerre anti-partisans.

23. Voir par exemple Masha CEROVIC, «Aux chiens, une mort de chien». Les partisans face aux «traîtres à la patrie», *Cahiers du Monde Russe*, 49-2/3, 2008, p. 239-262.

d'idéologie et de discipline sociale. Sa logique politique exigeait l'exclusion des marginaux (*outsiders*), et son élite économique estimait que certains groupes étaient superflus et nuisibles» (TS, p. 587). Les présenter ainsi, sans plus de nuances, revient à gommer leurs différences. Le fait que les idéologies nazie et soviétique soient très dissemblables est brièvement mentionné, sans que soit remis en cause un comparatisme niveleur qui s'applique également à l'économie et à la société : «Les économies nationales tant soviétique que nazie reposaient sur des collectifs qui contrôlaient les groupes sociaux et en extrayaient les ressources» (TS, p. 588). Il s'agit là d'un constat très schématique. Si elle est soumise à un pilotage dirigiste, l'économie allemande reste capitaliste après 1933, les grands groupes privés deviennent des partenaires de l'effort de guerre. Sous Hitler, les élites économiques, bureaucratiques, universitaires, conservent une certaine autonomie. La situation est bien différente en URSS, dont les structures sociales ont été bouleversées de manière plus fondamentale par la révolution et le stalinisme. Alors que, dans les campagnes soviétiques, les paysans sont embrigadés dans les kolkhozes et les koulaks déportés, en Allemagne, le régime nazi veut pérenniser le tissu des exploitations privées de taille moyenne par le biais de l'*Erbhofgesetz* (loi sur la ferme héréditaire).

Pour une part parce que les deux pays ne sont pas au même stade de développement, les enjeux économiques et sociaux, et par là même politiques, auxquels font face Hitler et Staline, diffèrent. L'Allemagne doit lutter contre une crise économique profonde qui a fait dramatiquement chuter la production industrielle et exploser le chômage. Le réarmement fera office de relance par les dépenses publiques. En URSS, l'enjeu reste le défi du développement, avec à la clef une politique de collectivisation et d'industrialisation qui, dans sa radicalité même, explique dans une mesure non négligeable la violence qui s'abat sur la société. *Bloodlands* nous présente pourtant deux dictateurs confrontés aux mêmes défis, choisissant la même politique : «Malgré leurs multiples différences, Hitler et Staline présumaient qu'une des racines du problème était le secteur agricole et que la solution résidait dans une intervention drastique de l'État»²⁴ (TS, p. 49).

Une autre similitude serait la proximité des utopies qui guidèrent les deux dictateurs : «[...] leurs visions de transformation concernaient avant tout les territoires intermédiaires. Leurs utopies de domination se chevauchaient en Ukraine» (TS, p. 51). L'affirmation laisse perplexe. Quelle est déjà la pertinence de la notion de «territoires intermédiaires», qui pourrait faire accroire qu'il y aurait eu, notamment, une sorte d'Ukraine peu ou prou indépendante sise entre l'Allemagne et la Russie ? Que faut-il entendre, ensuite, par le concept

24. De la situation économique de l'entre-deux-guerres, T. Snyder fait une analyse rudimentaire : «l'économie, à cette époque et dans cette région, était largement une affaire de contrôle de territoire. La force animale et humaine faisait encore avancer les charrues et les armées. Le capital était moins mobile et plus rare. La Première Guerre mondiale avait arrêté la mondialisation, et la Grande Dépression entravé le libre-échange» (TS, p. 593).

de chevauchement ? Ce n'est pas très clair. Le projet stalinien visait le territoire soviétique. La vision de la *Volksgemeinschaft* (communauté du peuple) concernait d'abord le Reich. Certes, à partir de 1938, l'Allemagne nazie prend la voie du révisionnisme diplomatique, puis de l'expansionnisme pur et simple. L'URSS profite du pacte germano-soviétique pour s'étendre à l'ouest. Mais l'Ukraine faisant largement partie du territoire soviétique, il ne pouvait y avoir de « chevauchement » entre des « utopies de domination ». Il aurait été plus clair de parler d'occupation, celle de l'Ukraine, victime comme d'autres régions occidentales de l'URSS de l'invasion allemande. Cette réalité fondamentale d'un pays envahi par un autre est moins mise en évidence qu'obscurcie dans l'analyse snydérienne :

« Staline et Hitler étaient arrivés à la même réponse élémentaire à cette question fondamentale. L'État devait disposer d'un vaste territoire et se suffire à lui-même sur le plan économique, avec un équilibre entre industrie et agriculture qui ferait vivre des citoyens terriblement conformistes et idéologiquement motivés, capables d'accomplir des prophéties historiques : l'industrialisation intérieure stalinienne ou l'agrarianisme colonial nazi. Hitler et Staline visaient tout deux l'autarcie impériale » (TS, p. 256).

Dans les deux cas, on aurait donc affaire à un projet colonial avec l'Ukraine pour victime : « Les staliniens colonisèrent leur pays, et les nazis colonisèrent l'Ukraine soviétique occupée : les Ukrainiens n'en finirent pas de souffrir » (TS, p. 51).

Last but not least, les violences nazies et stalinienne seraient de même nature. Les adversaires auraient été éliminés suivant les mêmes modalités : « Staline exploita le crime [l'assassinat de Kirov en décembre 1934] autant qu'Hitler l'incendie du Reichstag » (TS, p. 130) ; « De même que Staline, il [Hitler] reconsidéra son accession au pouvoir et infligea la mort à une partie de ceux qui l'avaient aidé » ; « Comme Staline, Hitler se révéla maître des organes du pouvoir, se présentant en victime des complots avant de se défaire de rivaux réels ou imaginaires » (TS, p. 137). Si T. Snyder concède que la nuit des longs couteaux, en août 1934, avec sa centaine de morts, se situe bien en deçà des purges stalinienne, cette remarque, à elle seule de nature à invalider le parallèle établi entre les répressions nazie et soviétique, reste sans suite. La gestion des tensions internes au sein du système nazi et celles au sein du régime soviétique n'ont pourtant que peu en commun.

Au-delà, les quatorze millions de morts des terres de sang sont globalement imputées à des logiques similaires. La famine en Ukraine en 1933 est assimilée à la mort des prisonniers de guerre soviétique en 1941-1942 : « Staline savait ce qui se passerait quand il saisit les vivres des paysans affamés de l'Ukraine en 1933, tout comme Hitler savait à quoi s'attendre quand, huit ans plus tard, il priva de nourriture les prisonniers de guerre soviétiques » (TS, p. 13). Les violences sont semblables parce qu'elles résultent de régimes fonctionnant de manière similaire : « Dans les villes polonaises, lituaniennes, lettones et soviétiques occupées, les Allemands ajoutèrent un nouveau collectif : le ghetto ». « Les ghettos comme les fermes collectives avaient à leur tête des

gens du pays» (TS, p. 588). Dans un livre qui n'est pas dépourvu de raccourcis contestables, celui-ci l'est particulièrement. Cette présentation du ghetto comme une manifestation parmi d'autres d'une logique collectiviste commune au nazisme et au stalinisme souligne une faiblesse majeure de *Bloodlands*, qui tend à désingulariser la Shoah.

LA SHOAH DANS *BLOODLANDS* : UN CRIME COMME LES AUTRES ?

Sans conteste, dans *Bloodlands*, l'extermination des juifs occupe une place considérable. Sa mise en perspective soulève toutefois des difficultés. La première découle de la focalisation sur Hitler. De nombreuses études régionales ont pourtant montré la complexité des mécanismes de violence dans les territoires occupés de l'Est, la nécessité de rendre compte de structures, d'organismes, d'administrations, de responsables de rang intermédiaire. Certes, Timothy Snyder évoque Arthur Greiser, le *Gauleiter* de Prusse occidentale, ou Odilo Globocnik, le chef de la police et de la SS du district de Lublin, dans le Gouvernement général. Il souligne l'importance des chefs supérieurs de la police et de la SS (HSSPF) stationnés dans les territoires occupés, mentionne les différents plans de déportation envisagés de septembre 1939 au printemps 1941. Mais le *master narrative* reste celui d'une décision prise par Hitler, secondé par Himmler ou Heydrich soucieux de capter ses faveurs, sans que les dynamiques de radicalisation et d'interaction ne soient clairement identifiées, ni même problématisées en tant que telles, si ce n'est dans une courte note. Le débat classique entre historiens fonctionnalistes et intentionnalistes n'est que brièvement évoqué en bas de page. Le récit se concentre sur les « utopies d'Hitler » qui, à la fin de l'été 1941, étaient au nombre de quatre :

« Une victoire éclair qui détruirait l'Union soviétique en quelques semaines ; un plan de la Faim qui affamerait trente millions de personnes en quelques mois ; une Solution finale qui éliminerait les Juifs européens après la guerre ; et un Generalplan Ost qui transformerait l'ouest de l'URSS en colonie allemande » (TS, p. 299).

Comme le soulignent Jürgen Zaruvsky et Michael Wildt, cette énumération met sur le même plan, réduit à la vision du seul Hitler, des politiques et des objectifs définis à des moments différents par divers acteurs de l'État national-socialiste²⁵. Dans le prolongement de ce raccourci déformant, T. Snyder se fait péremptoire pour trancher une question d'importance, celle du moment où la décision fut prise d'exterminer l'ensemble des juifs d'Europe : « Les utopies d'Hitler s'écroulèrent au contact de l'Union soviétique, mais plutôt que de les rejeter, il les remodela. [...] Six mois après le lancement de l'opération

25. M. WILDT et J. ZARUVSKY, comptes rendus cités notes 7 et 9. Il est en outre inexact d'affirmer que le plan de la faim visait à affamer trente millions de personnes en quelques semaines (TS, p. 19). Seul le Plan General Est élaboré par la SS évoque un tel ordre de grandeur, dans un horizon temporel plus long.

Barbarossa, Hitler avait reformulé ses buts de guerre pour donner la priorité à l'extermination physique des Juifs » (TS, p. 299). Le retournement de la guerre au détriment de l'Allemagne expliquerait le tournant génocidaire. Présenté de manière aussi catégorique, l'argument peine à convaincre. Les massacres de juifs soviétiques sont massifs dès juillet 1941, alors que la Wehrmacht remporte toujours des succès impressionnants. Ces tueries obéissent à un faisceau dense de facteurs. Quoi qu'il en soit, décembre 1941 est présenté comme la « date la plus importante », le moment où l'ensemble des « proches d'Hitler saisissent que la Solution finale passait par le meurtre systématique de tous les Juifs » (TS, note p. 299-300).

Cette brève analyse, reléguée une fois de plus en note, fait fi de plusieurs décennies de discussions sur la chronologie qui va du début de l'opération Barbarossa au printemps de 1942. La propension historique à identifier une césure décisive, marquant le passage d'une réalité faite de massacres régionaux à l'extermination de l'ensemble des juifs d'Europe, est moins prononcée que par le passé. Désormais, on souligne davantage le caractère graduel de la transition vers une extermination généralisée à tous les territoires placés sous le contrôle plus ou moins direct de l'Allemagne. Enfin, la date de décembre 1941, mise en avant par Christian Gerlach à la fin des années 1990 et reprise par T. Snyder, ne fait pas l'unanimité, la période clef du mois de septembre et du début d'octobre 1941 constituant une datation plus consensuelle, sinon unanimement partagée, défendue par exemple par Christopher Browning ou Mark Roseman²⁶. En tenant le lecteur dans l'ignorance quasi totale de ces débats essentiels, le récit confère à une analyse parmi d'autres le statut d'évidence indiscutée et gomme la complexité de la réflexion historique.

De l'usage et du mésusage des statistiques

Ce handicap n'est pas compensé par l'usage que T. Snyder fait des statistiques. De nombreux exemples chiffrés visent à sensibiliser le lecteur au caractère massif des tueries dans les terres de sang et à certaines formes de criminalité moins connues que d'autres. La démarche est en soi légitime. Dans son dernier ouvrage, Christian Gerlach multiplie pourcentages et ordres de grandeur qui, loin de déboucher sur un récit froidement statistique, plongent le lecteur dans l'effroi²⁷. Mais, dans *Bloodlands*, la statistique se fait parfois problématique. Le constat selon lequel « un Polonais *non juif* de Varsovie vivant en 1933 avait à peu près autant de chances de vivre jusqu'en 1945 qu'un Juif habitant l'Allemagne en 1933 » (TS, p. 610-611) ne précise pas que plus de la moitié

26. D. POHL, *Verfolgung und Massenmord in der NS-Zeit 1933-1945* [2003], Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2011, p. 81. Voir les nouveaux arguments de C. Gerlach en faveur d'une césure décisive en décembre 1941 : Christian GERLACH, *The Extermination of the European Jews*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 79-84. Dans *Bloodlands*, C. Gerlach est rapidement cité dans la note des pages 299-300.

27. C. GERLACH, *The extermination...*, *op. cit.*

des juifs allemands ont émigré avant que la politique d'extermination s'abatte sur leur communauté. Si l'on compare la mortalité des Varsoviens non juifs à celle des juifs résidant en Allemagne en 1941, et non pas en 1933, il n'y a plus d'équivalence. Sans doute T. Snyder rappelle-t-il plus loin que « pour un Juif polonais, le risque d'être délibérément tué au cours de la guerre était quinze fois plus élevé que pour un Polonais non juif », ce qui montre bien le caractère extraordinairement meurtrier du génocide des juifs. Mais quelle est alors l'utilité de la comparaison biaisée qui a précédé ?

Ces ambiguïtés résultent pour une part de l'intention, louable dans l'absolu, de rappeler les souffrances polonaises non juives. Mais ce souci devient contestable dès lors que l'approche statistique semble relativiser la différence entre la Shoah et le régime d'occupation en Pologne, aussi violent soit-il. Certaines analyses plus qualitatives apparaissent ainsi particulièrement maladroites, de nature, là encore, à suggérer des confusions :

« À Varsovie au cours de la Seconde Guerre mondiale, Juifs et Polonais partagèrent une même espèce de solitude, sans aide aucune du monde extérieur, fût-ce de ceux qu'ils tenaient pour des amis et des alliés. Ils furent aussi seuls de manières différentes, confrontés à des destins différents dans la même guerre » (TS, p. 433-434).

La démarche de comparaison statistique se révèle tout aussi déconcertante s'agissant d'Auschwitz :

« Presque autant de Polonais non juifs furent assassinés au cours de la guerre que de Juifs européens furent gazés à Auschwitz. En fait, à Auschwitz moururent plus de Polonais non juifs que de Juifs d'aucun autre pays européen à deux exceptions près : la Hongrie et la Pologne elle-même » (TS, p. 611).

Est-il indispensable de recourir à ce genre de comparaisons pour évoquer le martyrologe polonais ? Quel est l'intérêt scientifique de la mise en regard d'ordres de grandeur qui ne sont pas véritablement comparables ? Que penser d'un bilan de la mortalité à Auschwitz ne prenant pas en compte les deux principaux groupes de victimes que sont les 300 000 juifs polonais et les 400 000 juifs hongrois assassinés à Birkenau ? Faut-il en conclure que l'importance accordée aux juifs tués à Auschwitz a été exagérée ? T. Snyder semble presque le suggérer : « Le cheminement des Juifs du camp aux chambres à gaz n'est qu'une petite partie de l'histoire du complexe d'Auschwitz, et demeure un guide trompeur de l'Holocauste ou de la tuerie de masse en général ». Immédiatement après, il précise toutefois qu'Auschwitz fut bien un site majeur de l'Holocauste (TS, p. 578). Mais quelques pages auparavant, il avait évoqué « Auschwitz, où ne moururent qu'un sixième des Juifs assassinés » (TS, p. 571), reprochant à l'historiographie d'avoir surestimé sa signification. En définitive, fait d'analyses contradictoires et de comparaisons contestables, le développement sur Auschwitz n'est pas le plus réussi de *Bloodlands*. Soucieux de montrer l'interaction criminelle entre Hitler et Staline, T. Snyder peine à situer le camp dans son dispositif explicatif. Rien en effet ne permet d'inscrire la monstruosité d'Auschwitz dans un schéma interactionniste, aussi rudimentaire soit-il.

Dans *Bloodlands*, la violence raciste et génocidaire nazie et la violence sociale et politique stalinienne n'en sont pas moins mises en parallèle. D'un côté, les persécutions et les assassinats visaient les juifs, de l'autre les koulaks et les paysans. Le boycott des magasins juifs serait le pendant de la collectivisation : « Comme la collectivisation, les boycotts indiquaient quel secteur de la société avait le plus à perdre dans les transformations sociales et économiques à venir : non pas les paysans comme en URSS, mais les Juifs » (TS, p. 116). La collectivisation et la Shoah relèveraient de la même logique :

« Dans la collectivisation comme dans la solution finale, un sacrifice massif était nécessaire pour protéger le dirigeant d'une erreur impensable. La collectivisation ayant produit résistance et faim en Ukraine, Staline rejeta la faute sur les koulaks, les Ukrainiens et les Polonais. Après l'arrêt de la Wehrmacht à Moscou et l'entrée des Américains dans la guerre, Hitler blâma les Juifs » (TS, p. 585).

La Shoah n'est plus qu'une déclinaison parmi d'autres des tueries imputables à deux tyrans engagés dans une « violente lutte des classes et des races » (TS, p. 252). Tout se confond dans la lecture snydérienne, y compris les méthodes de tuerie : « Les Soviétiques et les Allemands s'en remirent à des méthodes qui n'étaient pas nouvelles, même dans les années 1930 et 1940 : combustion interne, voies ferrées, armes à feu, pesticides et barbelés » (TS, p. 19). Rien d'étonnant donc si le ghetto se retrouve sur le même plan que le kolkhoze.

Du recours et du non-recours à la notion de génocide

Dans le sillage de cette lecture uniformisatrice, T. Snyder préfère parler de « tuerie de masse » plutôt que de génocide. Cette dernière catégorie lui semble peu opératoire, voire suspecte. Il s'agit d'« un mot qui suscite des controverses inévitables et insolubles » (TS, p. 621). Certes, sa définition ne va pas de soi. Ses usages médiatiques et politiques ne viennent pas clarifier le débat. Y renoncer pour évoquer la Shoah aurait toutefois requis une argumentation très solide, que T. Snyder ne propose pas. La seconde justification avancée pour s'en passer renvoie aux Soviétiques, qui « veillèrent à ce que la notion de génocide, contrairement aux intentions de Lemkin, exclût les groupes politiques et économiques ». Si l'existence de l'instrument juridique du génocide « ne laisse pas d'être remarquable », « il ne faut pas perdre de vue que la définition de ce crime bien particulier a été co-rédigée par un des meurtriers ». T. Snyder critique une justice des vainqueurs accusée d'avoir imposé ses catégories biaisées, préservant de l'étiquette infamante de génocide les crimes commis par Staline.

Mais dans *Bloodlands*, derrière la récusation de la notion de génocide se dissimule, en réalité, l'une de ses définitions les plus extensives : « Dans chacun des cas traités dans ce livre, on peut répondre oui à la question “est-ce un génocide ?” » (TS, p. 622). Une affirmation osée qui, elle aussi, aurait gagné à être solidement étayée. T. Snyder remarque simplement que « Lemkin lui-même tenait la famine ukrainienne pour un génocide » (TS, p. 622, également p. 102). L'invocation de cette référence n'a rien d'original. Les prises de position du

juriste américain, qui fut incontestablement le père du concept de génocide, méritent toutefois d'être situées dans leur contexte. C'est en 1953 que Raphael Lemkin a, pour la première fois, assimilé la famine ukrainienne à un génocide. Dans le climat anticommuniste d'alors, il voit des crimes génocidaires dans bien des violences communistes, à l'instar du procès Slansky ou de la répression de Budapest en 1956. Proche des associations d'émigrés en provenance de l'Est, qui lui vinrent même en aide financièrement, il tient alors des propos qui sont moins à considérer comme une caution scientifique sacralisée qu'à analyser comme le produit d'une culture de Guerre froide²⁸.

Dans *Bloodlands*, alors que des pages affreuses nous font prendre la mesure du sort des affamés, la présentation de la famine ukrainienne de 1932-1933 ne brille donc pas par sa clarté. S'il récuse l'usage de la notion de génocide, T. Snyder se place malgré tout sous le patronage de R. Lemkin et voit dans la mort de millions d'Ukrainiens le produit d'une intentionnalité meurtrière avérée. À la fin de 1932, « Staline choisit de tuer des millions de gens en Ukraine. Il se rallia à une position de pure perversité ». Parmi les régions victimes d'une famine largement imputable à la collectivisation, « c'est en Ukraine que les preuves d'un massacre de masse clairement prémédité de plusieurs millions de personnes sont les plus claires » (TS, p. 84). T. Snyder évoque les mesures qui la visaient spécifiquement. Rappelons qu'à ses yeux non seulement la famine en Ukraine mais la collectivisation dans son ensemble seraient un crime à placer sur le même plan que l'extermination des juifs (voir ci-dessus). Mais, une fois encore, Timothy se montre passablement contradictoire puisque dans un autre passage de son ouvrage, il se livre à une lecture plus modérée de la famine ukrainienne, analysée comme le « résultat imprévu » de l'inefficacité de la collectivisation et la « conséquence voulue des extorsions vengeresses de la fin de l'année 1932 et du début de 1933 ». En définitive, l'intentionnalité meurtrière serait moindre que celle ayant présidé à l'occupation de l'URSS : « Hitler, en revanche, planifia *délibérément* de faire mourir de faim des populations soviétiques indésirables » (TS, p. 262).

Au-delà de ses contradictions, l'analyse escamote totalement la longue controverse qui a débuté avec la publication du livre de Robert Conquest et perdure jusqu'à aujourd'hui sur la nature, génocidaire ou non, de la famine ukrainienne²⁹. Elle est ainsi impuissante à problématiser la question complexe

28. Sur la pertinence du recours à la notion de génocide pour qualifier les crimes staliniens et leur appréciation par Raphael Lemkin : Jörg GANZENMÜLLER, « Stalins Völkermord? Zu den Grenzen des Genozidbegriffs und den Chancen eines historischen Vergleichs », in Sybille STEINBACHER (éd.), *Holocaust und Völkermorde. Die Reichweite des Vergleichs*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2012, p. 145-166 ; Anton WEISS-WENDT, « Hostage of politics: Raphael Lemkin on "Soviet genocide" », *Journal of Genocide Research*, 7-4, 2005, p. 551-559.

29. Robert CONQUEST, *The Harvest of Sorrow. Soviet Collectivization and the Terror-Famine*, Oxford, Oxford University Press, 1986. Sur la famine ukrainienne, voir les réflexions historiographiques de N. Werth et A. Graziosi dans Andrea GRAZIOSI (éd.), *Lettres de Kharkov. La famine en Ukraine 1932-1933* [1989], Lausanne, Noir sur Blanc, 2013, p. 7-13 et 15-57.

de la collectivisation dont il faut rappeler que les ravages touchent l'ensemble du territoire soviétique et pas seulement les terres de sang, la Volga et le Kazakhstan étant particulièrement touchés. En définitive, ces manques affaiblissent le traitement de la question, indubitablement essentielle, de la spécificité plus ou moins grande de la famine ukrainienne et de ses causes.

Second grand dossier de la criminalité stalinienne, la grande terreur fait l'objet d'une présentation qui n'est pas moins minimaliste. Le débat entre historiens traditionnalistes et révisionnistes autour des origines de la terreur et de l'affirmation du pouvoir stalinien n'est pas évoqué. Les noms de Robert Conquest ou d'Oleg Khlevniouk, de John Arch Getty ou de Gabor Rittersporn n'apparaissent au mieux qu'en note³⁰. La réflexion ne souligne pas davantage l'importance de l'ouverture des archives au lendemain de la chute du communisme. La découverte de l'opération koulak, le désormais tristement célèbre ordre opérationnel n° 00447, et des opérations nationales, dont la plus importante fut l'opération polonaise codifiée par l'ordre n° 00485, a renouvelé en profondeur la compréhension d'une grande terreur longtemps assimilée aux grands procès de Moscou et à un processus touchant d'abord l'élite bolchevique. Or, les opérations lancées à partir de juillet 1937, qui firent de loin le plus grand nombre de victimes (environ 1 500 000 personnes arrêtées en 1937-1938, 700 000 exécutées), furent une gigantesque opération d'ingénierie sociale prolongeant la mise à l'écart de populations « suspectes » telles que les « éléments nuisibles » et les « gens du passé », victimes d'opérations de nettoyage des villes à partir de 1933 dans le cadre de la politique de « passeportisation »³¹. Dans le chapitre « La terreur de classe », qui comporte de nombreuses digressions sur l'environnement international, ce contexte fondamental n'est que très imparfaitement restitué, rendant peu intelligible le récit, bref et étroitement centré sur le processus répressif. Quant au constat d'un pouvoir stalinien devenu despotique, il ne s'accompagne pas d'une analyse du fonctionnement de la tyrannie stalinienne et de son cercle intérieur. Enfin, le paradigme des terres de sang conduit à négliger bien des territoires plus orientaux de l'URSS durement touchés par l'opération anti-koulaks, dont la sévérité ne cesse de s'approfondir de 1937 à 1938.

Les opérations nationales témoigneraient quant à elles d'une inflexion significative par rapport aux opérations antérieures, une logique ethnique se substituant à la logique de classe. À la différence de l'ordre 00447, qui cible des catégories familiales de l'imaginaire bolchevique, l'ordre 00485 visant la fantasmatique « organisation militaire polonaise » serait d'une nature très différente : il « semblait traiter un groupe national en ennemi de l'État » (TS, p. 158). Voir dans l'opération polonaise une « tuerie ethnique » semble toutefois

30. Pour une mise au point récente : James HARRIS « General introduction », in ID. (éd.), *The Anatomy of Terror. Political Violence Under Stalin*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 1-8.

31. Sur la Grande Terreur : Alain BLUM, Nicolas WERTH (éd.), « La Grande Terreur en URSS », dossier de *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 107, 2010.

exagéré. Certes, la minorité polonaise a été particulièrement touchée par la Grande Terreur. Sans nul doute, de nombreuses minorités ont été collectivement ciblées (opération lettone, estonienne, roumaine, etc.), mais la motivation des déportations et des exécutions renvoyait moins à des critères ethniques ou raciaux qu'à une logique politique et sociale de mise à l'écart de populations jugées suspectes. Or, T. Snyder fait des parallèles entre la persécution des juifs en Allemagne et celle des minorités nationales en URSS :

« Depuis 1935, les lois de Nuremberg écartaient les Juifs de toute participation à la vie politique allemande et définissaient la judéité par l'ascendance. Les officiels allemands utilisaient effectivement les archives des synagogues pour établir qui avait des grands-parents juifs. En Union soviétique, la situation n'était pourtant pas très différente. Les passeports intérieurs indiquaient la nationalité, si bien que chaque Juif soviétique, chaque Polonais soviétique et, en fait, chaque citoyen, avait une nationalité officiellement déclarée » (TS, p. 183-184).

À la fin des années 1930, la persécution des juifs en Allemagne se distinguerait des opérations nationales en URSS moins par une différence de nature que par le fait qu'elle soit « d'une échelle plus réduite » et « beaucoup plus visible » (TS, p. 184) ; « À la fin de l'année 1938, l'URSS avait tué près de 1 000 fois plus de gens que l'Allemagne nazie pour des raisons ethniques » (TS, p. 185).

Là aussi, T. Snyder n'est pas à l'abri des contradictions, puisque quelques lignes plus loin, il précise avec justesse que les juifs victimes de la Grande Terreur « moururent non pas parce qu'ils étaient juifs, mais pour la simple raison qu'ils étaient les citoyens du régime le plus meurtrier de l'époque ». Mais parler, à propos de l'URSS, de « campagne de meurtre ethnique d'une tout autre ampleur » que celle observée en Allemagne tend à faire de l'une et de l'autre des processus de nature similaire. Dans le dernier chapitre, largement hors sujet, intitulé « Antisémisme stalinien », qui évoque notamment le fameux complot des blouses blanches de la fin de l'ère stalinienne, les opérations nationales sont mises en regard de la Shoah. On y trouve des supputations, que rien ne permet d'étayer, sur ce qui aurait pu se passer si Staline n'était pas mort le 5 mars 1953. Les 35 000 médecins juifs soviétiques auraient sans doute été déportés, « et peut-être même la population juive elle-même aurait été déplacée de force, voire exécutée en masse » (TS, p. 558). Si elle avait eu lieu, cette action meurtrière contre les juifs « aurait été un épisode de plus dans une série d'opérations nationales et de déportations ethniques qui avaient commencé en 1930 » (TS, p. 559). La perspective contrefactuelle d'une population juive « exécutée en masse », donc d'une tuerie qui se serait apparentée à un génocide, permet de ranger tout un pan de la criminalité soviétique, à partir de 1930, dans un registre de proximité avec la Shoah.

Pour cerner la nature des opérations nationales, et en particulier des déportations de peuples entiers, notamment en 1943-1944 dans le Caucase, qui se déroulèrent loin du périmètre des terres de sang, l'investigation des décennies antérieures aux années 1930 paraît plus fructueuse que l'exploration d'hypothétiques similitudes avec la persécution et la déportation des juifs par les nazis. Durant la guerre civile, les bolcheviks massacrèrent et déportèrent 300 000 cosaques du Don, posant les bases d'une logique de punition collective de populations jugées

contre-révolutionnaires. Durant la Première Guerre mondiale, un million de personnes, juifs ou descendants de colons allemands, furent déplacées dès le début du conflit, une politique inspirée par des théories sur les «populations suspectes» en temps de guerre élaborées dans les milieux de la statistique militaire³². Sous Staline, la dimension ethnique de la terreur dirigée contre des minorités nationales s'inscrit dans la profondeur de l'histoire tsariste et soviétique.

Le défi de la contextualisation de la Shoah

En définitive, T. Snyder n'est pas parvenu à relever le défi de la contextualisation de la Shoah, un crime certes spécifique mais qu'il convient de situer dans l'épaisseur de l'histoire allemande et européenne. Le paradigme des terres de sang offre, il est vrai, une contextualisation en orientant avec raison le regard vers l'est. Mais il s'apparente à un comparatisme désingularisant, ne prend pas suffisamment en compte l'héritage du passé, n'inscrit pas la violence nazie dans la vision plus large d'une histoire des marges orientales de l'Europe secouées par le processus de modernisation et de nationalisation qui touche petites nations et grands empires depuis la fin du XIX^e siècle. Telle était l'ambition de Donald Bloxham dans *The Final Solution*, paru en 2009. Si l'on ne souscrit pas forcément à toutes ses conclusions, l'approche transnationale débouche sur la synthèse problématisée des apports de l'historiographie du nazisme et de ceux des *genocide studies*³³. Dans *The Lands Between*, Alexander Prusin couvre lui aussi une plage bien plus large que celle retenue dans *Bloodlands*, avec son cadrage calibré sur Hitler et Staline³⁴. Même la Première Guerre mondiale, pourtant au centre des attentions historiennes, ne retient guère l'attention, à l'exception du constat, à la fois bref et excessif, suivant lequel «les régimes nazi et soviétique, ainsi que leur rencontre dans les terres de sang, trouvent leurs origines dans la Première Guerre mondiale de 1914-1918» (TS, p. 27).

Ce manque de profondeur chronologique explique, pour une part, le peu de cas fait de l'idéologie. Cette dernière est jugée secondaire, simple variable subordonnée à l'économie : «L'idéologie ne saurait fonctionner sans l'économie, et l'économie, à cette époque et dans cette région, était largement une affaire de contrôle de territoire» (TS, p. 593). Le lecteur n'en saura pas plus sur ce rudimentaire primat de l'économie. Dès lors, l'antisémitisme est le grand absent de *Bloodlands*. Si l'on peut être convaincu, c'est notre cas, de la vertu des approches structuralistes et de la nécessité de relativiser le poids du facteur idéologique dans l'étude des processus historiques, son analyse n'en reste pas moins incontournable dans toute réflexion sur la Shoah. La spécificité même du nazisme, mouvement et

32. N. WERTH, *Les révolutions russes*, Paris, PUF, 2017, p. 16.

33. Donald BLOXHAM, *The Final Solution. A Genocide* [2009], Oxford, Oxford University Press, 2011. Voir également le *Review Forum* qui est consacré à cet ouvrage dans le *Journal of Genocide Research*, 13-1/2, 2011, p. 107-152.

34. Alexander V. PRUSIN, *The Lands Between. Conflict in the East European Borderlands, 1870-1992*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

régime mus par une synthèse radicale de nationalisme, d'hygiénisme, de racisme et d'antisémitisme, semble quelque peu perdue de vue dans *Bloodlands*. Sans référence aux imaginaires stigmatisants qui habitent bien des décideurs allemands, à Berlin comme sur le terrain, les tueries de juifs, la mort des prisonniers soviétiques et l'oppression des populations occupées deviennent énigmatiques. D'emblée, la guerre contre l'URSS a été pensée comme une réalité particulièrement brutale. D'emblée, elle a pris un tour génocidaire pour les populations juives. C'est parce que T. Snyder néglige le facteur idéologique qu'il la prend peu en compte. Le premier revers de la Wehrmacht en décembre 1941 n'explique rien à lui seul. L'importance de l'antisémitisme est également relativisée dans la mesure où il est affirmé, de manière contestable, que la violence génocidaire aurait d'abord visé les Slaves, puis, dans un second temps seulement, après décembre 1941, les juifs : « La décision d'Hitler de tuer les Juifs (plutôt que d'exploiter leur force de travail), fut vraisemblablement facilitée par sa décision simultanée d'exploiter le travail des Slaves (plutôt que de les tuer) » (TS, p. 340).

Dans *Bloodlands*, les imaginaires nazis ne pouvaient jouer qu'un rôle limité. Leur pleine prise en compte serait entrée en conflit avec la grille de lecture interactionniste qui, dans son postulat même, en diminue la signification au bénéfice d'un régime de causalité alternatif qui charge l'URSS. L'interprétation de la violence à l'Est fait la part belle à cette dernière, mais aussi au contexte de la guerre, certes essentiel, mais qui se voit attribuer une importance excessive. Ainsi, l'assimilation faite par les Allemands entre juifs et partisans serait d'abord la retombée des difficultés rencontrées et des inflexions qui en ont découlé. En Serbie, à l'automne 1941, les juifs serbes sont assassinés comme otages en réaction à une résistance au dynamisme inattendu. Plus généralement, l'assassinat des juifs dans le cadre de la lutte contre les partisans apparaît comme un processus réactif : « La logique de la Serbie allait être généralisée. On allait tuer les Juifs en tant que tels pour se venger de l'alliance États-Unis-Royaume-Uni-URSS » (TS, p. 343, même si nuancé p. 375) ; « La décision expresse d'Hitler de tuer tous les Juifs d'Europe éleva l'association des Juifs et des partisans au rang d'une sorte d'abstraction : les Juifs soutenaient les ennemis de l'Allemagne, il fallait donc les éliminer à titre préventif » (TS, p. 368). Cette analyse comporte une part de vérité. La cristallisation de la violence découle de l'interaction entre des visions du monde et des situations, ou des revirements de situation, susceptibles d'infléchir le comportement des décideurs nazis. Mais ce contexte mouvant est lui-même décrypté en fonction de grilles de lecture qui ne se résument pas à celle du seul Hitler et dont il ne faut pas perdre de vue l'antériorité par rapport aux décisions qu'elles déterminent. L'association du juif et du partisan n'est pas une représentation forgée *ad hoc*, une justification de circonstance, mais renvoie à un imaginaire de stigmatisation des partisans qui puise à une vision très négative de ces derniers et à un antisémitisme lui aussi enraciné de longue date.

Il n'y a pas que l'antisémitisme des occupants qui est négligé. Celui des occupés l'est tout autant. Certes, T. Snyder évoque la collaboration, même s'il le fait brièvement, avec la participation de centaines de milliers de Polonais, Baltes et

Ukrainiens à la Shoah. Mais il ne s'intéresse pas à la force d'un antisémitisme à l'enracinement séculaire. Les pogroms de l'époque tsariste, de la Première Guerre mondiale et de la guerre civile ne sont pas intégrés dans la réflexion. La participation au meurtre des juifs résulterait du calcul coût/avantage d'agents rationnels pesant le pour et le contre d'un tel comportement. Il s'agit pour la population locale de «se purifier aux yeux des nazis en tuant des Juifs» (TS, p. 600). Le raisonnement établit également un lien fort entre la collaboration sous le régime soviétique et la collaboration avec le régime nazi, suggérant que la majorité des auxiliaires de la Shoah étaient liés au pouvoir soviétique, ce qui est inexact:

«La violence contre les Juifs permit aussi aux Estoniens, Lettons, Lituaniens, Ukrainiens, Biélorusses et Polonais qui avaient eux-mêmes coopéré avec le régime soviétique de se soustraire à cette flétrissure. L'idée que seuls les Juifs aient servi les communistes arrangeait les occupants, mais aussi une partie des occupés. Reste que cette nazification psychique aurait été bien plus difficile sans les preuves tangibles des atrocités soviétiques» (TS, p. 313).

L'antisémitisme, la croyance dans le judéo-bolchevisme ne seraient que des fictions commodes permettant aux occupants de régner et aux occupés de s'adapter, non des imaginaires solidement enracinés.

La haine des juifs disparaît comme facteur d'explication des comportements les plus connotés. Le geste des Polonais qui, lors du passage des trains convoyant les déportés vers les camps, passent leur doigt sur leur gorge, serait «une manière de dire aux Juifs qu'ils allaient à la mort – mais pas nécessairement que les Polonais la leur souhaitent» (TS, p. 410). L'antisémitisme polonais fait l'objet d'un traitement rapide et lacunaire. Le lecteur cherchera en vain l'évocation du pogrom de Jedwabne en juin 1941 et de celui de Kielce en 1945, après la fin de l'occupation, qui fit des dizaines de morts. Certes, T. Snyder rappelle avec raison que l'Allemagne reste le principal responsable de la Shoah. Ses réflexions sur le poids de la contrainte qui s'exerce sur les populations locales ne sont pas à négliger. Mais ses collaborateurs plus victimes que bourreaux, animés par un «opportunisme négatif» dans l'«espoir d'éviter un destin personnel pire encore» (TS, p. 599), apparaissent schématiques: «Presque aucun d'entre eux ne collabora pour des raisons idéologiques, et une minorité seulement était animée de mobiles politiques un tant soit peu discernables» (TS, p. 598). Cette vision d'exécutants sans autonomie et sans idéologie peine à rendre compte du rôle de la collaboration dans l'extermination des juifs.

DE BLOODLANDS À BLACK EARTH: DE L'ÉTAT MALFAISANT À L'ÉTAT BIENVEILLANT

Pourquoi ce nouvel ouvrage consacré à la Shoah, pourtant largement évoquée dans *Bloodlands* et présentée, nous venons de le voir, comme un crime qui serait moins la résultante de l'antisémitisme nazi que de l'interactionnisme entre hitlérisme et stalinisme? Dans le prologue, Timothy Snyder appelle à sortir du registre des fausses intuitions, dont nous serions encore tributaires. Il plaide pour une «histoire du massacre des Juifs d'Europe» qui soit «planétaire»,

« coloniale », « internationale », « chronologique », « politique », « multifocale » et « contemporaine ». Il invite à la méditer comme un « avertissement », afin d'éviter, à l'avenir, sa répétition suivant des modalités plus ou moins similaires. Les thèses développées dans le corps de l'ouvrage traduisent un certain infléchissement de sa réflexion. Dans *Bloodlands*, l'État, peu étudié dans son fonctionnement mais incarné dans la représentation totalitaire du dictateur tout-puissant, figurait au cœur de l'analyse. Dans *Black Earth*, l'État n'a pas seulement disparu de l'horizon. C'est son absence, sa destruction qui retiennent l'attention. Les juifs ne seraient pas morts du trop d'État, synonyme de la formulation d'un grand projet criminel et de la mobilisation de ses bureaucraties, mais du manque d'État, garant des droits des citoyens face à l'arbitraire. D'un livre à l'autre, la vision de l'État bienveillant s'est substituée à celle de l'État maléfisant.

Assemblage disparate de développements dont on saisit mal l'articulation les uns par rapport aux autres, voire le lien avec le sujet, *Black Earth* n'est pas une analyse d'ensemble de la Shoah. Rien de comparable avec les synthèses de Christopher Browning, Peter Longerich, Saul Friedländer ou Christian Gerlach³⁵. S'il faut situer son positionnement interprétatif, c'est celui d'un méga-intentionnalisme, l'introduction et le premier chapitre traitant de la vision du monde d'Hitler. S'il récuse l'idée d'un « plan diabolique » « suivi à la lettre », s'il concède que « la vision du monde hitlérienne n'a pas produit l'Holocauste toute seule » (TN, p. 287 et 13), T. Snyder, par l'attention exclusive qu'il lui accorde d'emblée, ne lui confère pas moins une importance excessive. L'assassinat des juifs n'aurait été que la matérialisation, dès que possible, des obsessions hitlériennes : « Hitler avait été dès le début déterminé à éliminer les Juifs de la planète » ; « Le commencement de la tuerie de masse dans des territoires doublement occupés a été le premier stade de développement de la politique commencée huit ans plus tôt, quand Hitler arriva au pouvoir » (TN, p. 187 et 228).

La Shoah : un crime « écologique » ?

Structures et contextes, élites et populations, dynamiques de radicalisation et profil des tueurs sont absents de considérations introductives marquées au sceau de l'histoire des idées la plus désuète, et limitées au seul Hitler. Leur originalité supposée réside dans une relecture iconoclaste de sa vision du monde, dont les principaux linéaments (antisémitisme, racisme, impérialisme, darwinisme, nationalisme) ne prendraient sens qu'une fois mis en évidence

35. C. R. BROWNING (avec Jürgen MATTHÄUS), *Les origines de la Solution finale. L'évolution de la politique antijuive des nazis, septembre 1939-mars 1942* [2004], Paris, Belles Lettres, 2007 ; Peter LONGERICH, *Holocaust. The Nazi Persecution and Murder of the Jews* [1998], Oxford, Oxford University Press, 2010 ; Saul FRIEDLÄNDER, *L'Allemagne nazie et les juifs*, vol. 1, *Les années de persécution 1933-1939* [1997], Paris, Seuil, 1997 ; ID., *L'Allemagne nazie et les juifs*, vol. 2, *Les années d'extermination 1939-1945* [2007], Paris, Seuil, 2008 ; C. GERLACH, *The extermination...*, *op. cit.*

le principe ultime qui les lie : « La pensée d'Hitler était écologique », assène T. Snyder (TN, p. 13). La haine des juifs serait la retombée de la conscience « écologique » d'un monde pauvre en ressources, d'une croyance en l'existence d'un « écosystème planétaire » (TS, p. 46) : « Le combat contre les Juifs est écologique : il concerne non pas un ennemi racial ou un territoire spécifique, mais les conditions mêmes de la vie sur Terre » (TN, p. 26).

Ces analyses posent un double problème. Le premier est que la révélation faite d'entrée n'est pas développée par la suite. Il faut attendre la conclusion pour en entendre reparler : « En présentant les Juifs comme un vice écologique responsable de la disharmonie de la planète, Hitler canalisait et personnalisait les inévitables tensions de la mondialisation. La seule écologie saine était d'éliminer un ennemi politique » (TN, p. 456). Le second est que le propos n'est pas démontré. Aucune citation de l'ouvrage n'atteste de l'usage des mots « écologie », « écologique » ou « écosystème » par Adolf Hitler – ni d'autres termes à la signification voisine. Citer le chef nazi, pour qui les juifs sont « une peste, une peste morale, pire que la peste noire », rappeler que, à ses yeux, « si la nature a conçu le Juif pour être la cause matérielle du déclin et de la chute des nations, elle a donné à celles-ci la possibilité d'une réaction saine » (TN, p. 26), ne prouve nullement que « le combat contre les Juifs est écologique ». La lecture de T. Snyder se révèle déformante. Certes, les figures de la mouvance nationaliste et *völkisch* raisonnent en termes de *Lebensraum*, de « sécurisation » de zones de production agricole à l'Est, notamment en Ukraine. Mais il n'y a là aucune préoccupation « écologique ».

Pour l'essentiel, *Black Earth* parle d'autre chose. Les chapitres 2 et 3 évoquent la position diplomatique de la Pologne entre Allemagne et URSS, ainsi que sa politique à l'encontre des juifs. Une attention particulière va au soutien reçu par le petit mouvement sioniste révisionniste de Vladimiar Jabotinsky. Nous laisserons ici de côté le fait (important) que cette vision d'une Pologne sioniste tend, d'une part, à relativiser le caractère fondamentalement antisémite de sa politique dans la seconde moitié des années 1930 et, d'autre part, à exagérer un soutien qui resta limité³⁶. Notons simplement que ces développements n'ont qu'un rapport lointain avec la Shoah. Davantage pertinents, les trois derniers chapitres, qui traitent pour une large part de sauveteurs de juifs aux motivations diverses, sont, eux aussi, mal rattachés au reste de l'ouvrage.

La « destruction de l'État » : une méta-explication réductionniste

Le noyau dur de *Black Earth* est contenu dans les chapitres 4 à 9, les plus cohérents, où se décline la thèse de la « destruction de l'État ». En lieu et place des grands débats historiographiques sur la Shoah, peu ou pas discutés, T. Snyder martèle page après page cette problématique érigée au statut de méta-explication :

36. Gil S. RUBIN, « Was Polish anti-semitism actually Zionism », *Tablet*, 14 octobre 2015 (<http://www.tabletmag.com/jewish-arts-and-culture/books/194105>).

«le meurtre ne fut possible que là où ses institutions avaient été détruites» (TN, p. 14). En détruisant les États, les Allemands «créaient l'abîme où racisme et politique s'attirèrent l'un l'autre vers le néant. Dans ce trou noir, les Juifs furent assassinés» (TN, p. 454). Le processus de destruction de l'État a débuté en 1938 en Autriche et en Tchécoslovaquie, atteint la Pologne l'année suivante, touche enfin l'URSS, où les *Einsatzgruppen* auraient eu pour «mission première» de «détruire les institutions pour permettre la guerre raciale» (TN, p. 174). Dans les «cas intermédiaires» des pays et «régions touchés par la puissance allemande, mais où l'État ne fut pas détruit», les juifs furent moins massivement tués (TN, p. 321). Enfin, dans les «États souverains épargnés par la puissance allemande», les juifs n'étaient pas menacés. Au vu de l'importance qui lui est conférée, cette analyse mérite d'être soigneusement soupesée.

En premier lieu, que faut-il entendre par «destruction de l'État»? En toute rigueur, les États polonais et soviétique n'ont pas été détruits. La continuité étatique polonaise est assurée par le gouvernement de Londres, dont dépend l'AK, la résistance intérieure non communiste. S'il perd le contrôle d'une partie de son territoire, l'État soviétique ne disparaît pas à l'été 1941. Sans lui, la victoire sur l'Allemagne nazie aurait sans doute été impossible. Sa capacité à encaisser le choc initial de l'invasion a permis à des centaines de milliers de juifs soviétiques de trouver refuge à l'Est et d'échapper à l'extermination. Des réalités essentielles sur lesquelles, dans *Black Earth* comme dans *Bloodlands*, T. Snyder n'a pas grand-chose à dire. Par «destruction de l'État», il faut donc comprendre la disparition des instances étatiques détentrices de l'autorité et protectrices des citoyens : «Non seulement l'Holocauste, mais aussi les grands crimes allemands ont tous eu lieu dans des régions dont les institutions de l'État avaient été détruites, démantelées ou sérieusement compromises» (TN, p. 481). Ainsi formulée, la thèse revêt un caractère tautologique. Rares sont les envahisseurs ayant laissé un pays occupé s'administrer comme bon lui semble. La conquête se traduit par un transfert d'autorité de l'État vaincu vers l'État occupant. En Pologne et URSS occupées, la «destruction de l'État» a certes été extrême, les institutions indigènes réduites à un minimum. Mais la notion snydérienne recouvre des réalités différentes. Peut-on parler de «destruction de l'État» dans le cas autrichien? Surtout, ce concept permet-il d'appréhender un aspect essentiel, voire la dimension centrale de l'histoire de la Shoah?

Pourquoi, déjà, recourir à cette catégorie très abstraite pour désigner ce qu'il serait plus clair de présenter comme l'emprise brutale exercée sur l'Est occupé? La destruction de l'État est moins la cause que la conséquence d'un projet de domination radical. En tant que telle, elle ne possède pas la portée explicative qui lui est conférée. Elle n'est pas une sorte de mécanisme qui rendrait automatiquement possibles les pires atrocités. Au lendemain du 8 mai 1945, l'État allemand est «détruit». Pour autant, ni les États-Unis, ni la Grande-Bretagne, ni la France n'ont soumis les Allemands dépourvus de la «protection» de leurs «institutions» à une politique comparable à celle réservée à l'Est par l'Allemagne nazie. Même dans la zone soviétique, où la mortalité fut élevée dans les camps et

qui connut de nombreux viols, aucune tuerie de masse n'a vu le jour, encore moins un génocide. Faire de la « destruction de l'État » la précondition fondamentale de la Shoah revient à minorer le caractère criminel de l'entreprise de conquête nazie et l'intentionnalité meurtrière qui la sous-tend. La contradiction semble profonde avec le parti-pris intentionnaliste affiché au début de l'ouvrage.

Mais T. Snyder postule également que les territoires où se déroulent les crimes nazis sont des zones de « non-État » : « Les massacres interviennent en général au cours des guerres civiles ou de changement de régime. La politique délibérée de l'Allemagne nazie consista à créer artificiellement les conditions de la destruction de l'État puis à en détourner les conséquences vers les Juifs » (TN, p. 479-480). Sans conteste, la vacuité étatique entraîne anarchie et violence. La guerre civile russe est un cas d'école. Mais la « destruction de l'État » nazie ne débouche pas sur cette configuration. Certes, l'Allemagne n'a pas de forces d'occupation en nombre suffisant. Les populations occupées conservent une certaine marge de manœuvre pour s'adapter à un nouveau contexte mouvant en poursuivant leurs priorités. La corruption atteint des sommets dans le Gouvernement général. La purification ethnique suit un cours tortueux sur fond de rivalités au sein de l'appareil nazi. Les plans de déportation des juifs changent. Mais des politiques sont mises en œuvre, les populations opprimées, les ressources exploitées, les juifs exterminés. Les territoires occupés n'ont pas été « la zone sans État où un Holocauste put être imaginé, initié et mené à bien » (TN, p. 320). T. Snyder confond disparition de l'État et substitution d'une régulation à une autre. Les territoires occupés ne sont pas caractérisés par l'absence d'État, mais par un ordre meurtrier, fut-il chaotique à certains égards, mis en place par l'Allemagne.

À partir de ces prémisses, la thèse de la destruction de l'État permet de revenir sur le camp d'Auschwitz, dont *Black Earth* souligne le caractère jugé paradoxal, puisqu'il

« était prévu d'y tuer de très grand nombres de Juifs encore citoyens d'États dont l'Allemagne reconnaissait la souveraineté. Les victimes juives visées vivaient en général hors de la zone allemande de destruction de l'État et étaient donc bien moins vulnérables au pouvoir imposant de la SS [...]. Des millions de Juifs européens qui étaient condamnés à mourir à Auschwitz survécurent parce qu'ils n'embarquèrent jamais dans un train. Les Juifs sous contrôle allemand qui étaient censés être envoyés à Auschwitz avaient plus de chance de survivre que les Juifs sous contrôle allemand qui n'étaient pas censés y être expédiés. Tel est le paradoxe d'Auschwitz. Et l'on ne peut le résoudre qu'en examinant comment des États ont été ou non détruits [...]. Auschwitz illustre ce dessein de tuer les Juifs. Il atteste aussi l'importance générale de l'État pour leur protection » (TN, p. 310-311).

Ledit paradoxe relève soit d'un constat évident, soit d'une analyse contestable. Tout le monde sera d'accord pour dire que l'Allemagne nazie a eu plus de mal à tuer les juifs ne se trouvant pas sous son contrôle direct. Encore convient-il d'étudier la déportation des juifs d'Europe occidentale ou centrale avec les outils appropriés. Selon T. Snyder, 75 % des juifs hollandais ont été tués parce que « les Pays-Bas étaient le pays qui ressemblait le plus à une zone sans État en Europe occidentale » (TN, p. 353). La réalité est plus complexe.

Bien des facteurs expliquent la meurtrière efficacité de la déportation, y compris le concours apporté par l'administration hollandaise, qui n'a pas disparu même si reine et Gouvernement sont en exil. Plus largement, les États et les bureaucraties n'ont pas toujours été des obstacles à l'extermination, beaucoup s'en faut. À lire T. Snyder, l'«immense majorité [des juifs hongrois] périt après que l'intervention allemande eut compromis la souveraineté hongroise» (TN, p. 346). Ce qui revient à contredire le constat, fait une page auparavant, qu'«en pratique, cependant, la déportation dépendait des dossiers du ministère hongrois de l'Intérieur et du travail de la police locale» (TN, p. 345). Lorsque l'État hongrois cesse son concours, à l'été 1944, Eichmann ne peut poursuivre les déportations. Rappelons également que l'État vichyssois a d'abord apporté un concours essentiel à la déportation, et que la «protection» apportée aux juifs de nationalité française a été relative, pour le moins.

T. Snyder confond État de droit et État tout court. À ses yeux, bureaucratie et violence sont incompatibles :

«Dans les États modernes, qui dit citoyenneté dit accès à la *bureaucratie*. La bureaucratie a la réputation de tuer les Juifs ; il serait plus près de la réalité de dire que c'est l'*élimination* de la bureaucratie qui a tué les Juifs» (TN, p. 324) ; «Même la bureaucratie allemande ne tua pas les Juifs elle-même [...]. Les Juifs allemands ne moururent pas à cause de la précision bureaucratique en Allemagne, mais à cause de la destruction des bureaucraties dans d'autres pays. Les Juifs allemands ne furent pas tués, à de très rares exceptions près, sur le territoire de l'Allemagne avant la guerre : ils furent extraits d'Allemagne et déportés vers des zones sans bureaucratie à l'Est» (TN, p. 326).

Même définie de manière restrictive comme l'appareil d'État traditionnel, la bureaucratie allemande, du ministère de l'Intérieur à l'Armée en passant par les Affaires étrangères, des lois de Nuremberg aux ordres criminels en passant par le plan de déportation des juifs à Madagascar, a pourtant été lourdement impliquée dans la persécution et la déportation des juifs. De nombreux responsables ministériels étaient présents lors de la conférence de Wannsee.

La limitation de l'État nazi aux administrations traditionnelles constitue peut-être une réminiscence des analyses pionnières, mais aujourd'hui datées, d'Ernst Fraenkel, qui distinguait entre le «*normative state*» et le «*prerogative state*»³⁷. Ou une allusion au *Behemoth* de Franz Neumann, qui avait cru identifier un non-État (*Unstaat*) national-socialiste, synonyme de contrôle direct de la population par les groupes dominants³⁸. Quoi qu'il en soit, aucune analyse de la nature, assurément complexe, de l'État national-socialiste ne vient nourrir la réflexion. Pour apprécier le fonctionnement de sa bureaucratie, il faut, bien sûr, considérer l'ensemble des administrations et organisations qui le constituent, y compris la SS. Dès lors, il reste des arguments pour présenter

37. Ernst FRAENKEL, *The Dual State. A Contribution to the Theory of Dictatorship*, New York, Oxford University Press, 1941.

38. Franz NEUMANN, *Behemoth. The Structure and Practice of National Socialism*, Toronto, Oxford University Press, 1942.

l'extermination des juifs comme un crime bureaucratique. Les ressources et les compétences de l'un des États les plus puissants de la planète ont été mises au service d'une intentionnalité meurtrière. Mais les élites qui le font fonctionner sont invisibles, n'intéressent pas T. Snyder. Leur implication a pourtant été abondamment documentée depuis deux décennies. *In fine*, leur non prise en compte ressuscite une vision très traditionnelle du nazisme limitant le champ des responsables à Hitler et aux grands chefs de la SS.

Le paradoxe d'Auschwitz n'en est donc pas un. La bureaucratie bienveillante du meilleur des mondes snydérien n'a pas protégé les juifs encore présents sur le sol allemand en 1941³⁹. Dans les pays satellites, une partie des juifs ont été sauvés non par les États en tant que tels, mais par certains gouvernements choisissant, pour des raisons politiques, de ne pas, ou de ne plus, coopérer sur cette question. Avec cette minimisation de la responsabilité des bureaucraties, le décalage est net par rapport à *Bloodlands*, où l'État était l'instrument de la volonté du dictateur : « [Staline] était au sommet d'une bureaucratie qui prétendait voir et faire l'avenir » ; « En vue de ce combat [la collectivisation], Staline avait ordonné en 1929 le déploiement le plus massif de la puissance de l'État de toute l'histoire soviétique » (TS, p. 58 et 59) ; « [la bureaucratie nazie] ausculte la généalogie des personnes suspectées d'être juives » (TS, p. 184) ; « Dans les cas aussi bien nazi que soviétique, les périodes de meurtre de masse furent aussi des périodes de performance administrative enthousiaste, ou du moins uniforme » (TS, p. 596-597). Dans *Black Earth*, il n'est plus question des « deux régimes [qui] assassinèrent sciemment 14 millions de personnes » (TS, p. 611). Les ghettos de Pologne font ainsi l'objet d'une réinterprétation radicale. Dans *Bloodlands*, ils étaient, à l'instar des kolkhozes, un « collectif », symbole de l'emprise totalitaire sur les sociétés. Dans *Black Earth*, ils ne sont plus que « l'expression urbaine de la destruction de l'État » (TN, p. 169), une formulation pour le moins nébuleuse. Tout au plus T. Snyder concède-t-il, dans une note, que « la bureaucratie soviétique pourrait constituer une exception » à la thèse de la destruction de l'État⁴⁰. Dans un paragraphe de la conclusion, il glisse également l'idée, en trois lignes, que l'Allemagne nazie aurait réuni deux « logiques de mort », celle de la destruction de l'État et celle des États-partis de type communiste (TN, p. 481).

Ces remarques embryonnaires n'invalident pas la thèse centrale de la destruction de l'État, qui permet également de mettre en évidence la responsabilité supposée de l'URSS dans l'extermination des juifs. La « double destruction de l'État » figure ainsi au cœur de *Black Earth*. En effet, « même la ghettoïsation et la proclamation d'un ordre colonial ne suffisaient pas à précipiter un Holocauste.

39. Il est donc curieux que T. Snyder fasse le commentaire suivant : « Les Juifs citoyens allemands avaient bien plus de chances de survivre que les Juifs citoyens d'États que les Allemands détruisirent » (TN, p. 480-481). Comme dans *Bloodlands* à propos du sort des juifs allemands comparé à celui des Polonais non juifs de Varsovie (voir ci-dessus), T. Snyder omet de préciser que cette comparaison est fondée sur la prise en compte de l'ensemble des juifs allemands présents sur le territoire allemand en 1933. Leur taux de survie plus important est dû à l'émigration et non à l'action d'une bureaucratie protectrice.

40. Voir également la note de la p. 487.

Il fallait un élément supplémentaire» (TN, p. 182) : « Dans les zones où les SS détruisaient les structures de l'État soviétique, le vague concept d'une solution finale pour les Juifs pouvait devenir un projet spécifique : celui de les tuer là où ils vivaient » (TN, p. 265). La première « destruction de l'État » imputable à l'URSS, entre l'automne 1939 et le printemps 1941, aurait préparé la Shoah :

« Dans les nouveaux territoires, l'Union soviétique créa des ressources matérielles, psychologiques et politiques pour les Allemands, des ouvertures pour le futur pouvoir nazi en Europe orientale qui n'existaient pas avant 1939. Même si les Soviétiques n'avaient pas l'intention de créer ces ressources, leur disponibilité se révéla décisive pour le cours des événements après l'invasion allemande » (TN, p. 195-196).

Victimes de l'étatisation de l'économie mais considérés comme des profiteurs du nouveau pouvoir, les juifs furent d'autant plus mal vus par les populations locales que la souveraineté soviétique s'était traduite par une destruction intégrale d'État, comme dans les pays baltes. Sur ce terreau fertile, le pire pouvait survenir après la seconde destruction de l'État :

« Ici, dans ce moment et ce lieu particuliers, où un régime extraordinairement sévère céda la place à un autre, où la collaboration avec les Soviétiques avait été large et où les instructions nazies de meurtre racial étaient générales, il n'y avait pas de source d'autorité politique directrice. La politique du plus grand mal fut une création commune en un temps de chaos » (TN, p. 231).

Cette vision d'une zone sans État entraîne une nette réévaluation de la collaboration : « La politique meurtrière qui se dessina fut une création conjointe des Allemands et de la population locale » (TN, p. 231). Les pauvres hères sans autonomie de *Bloodlands* sont désormais les partenaires des Allemands. S'il faut saluer la plus grande attention portée à la collaboration, le constat semble à l'emporte-pièce. Certaines formulations sont de nature à induire le lecteur en erreur quant aux responsabilités des uns et des autres, voire à minorer la responsabilité première de l'Allemagne. Ainsi, à propos de Belzec, Sobibor et Treblinka, les camps de l'Aktion Reinhard, étonnamment peu évoquée dans un ouvrage sur la Shoah, on peut lire qu'« à l'arrivée des trains [...], les Juifs seraient tués dans des chambres à gaz construites et tenues par des citoyens soviétiques » (TN, p. 295). Le recours à la notion de citoyenneté soviétique est plutôt surprenant eu égard à la thèse principale de l'ouvrage. En outre, la collaboration apparaît toujours comme un calcul rationnel de collaborateurs encore présentés, dans l'ensemble, comme d'anciens collaborateurs de l'ère soviétique cherchant à se dédouaner de leurs compromissions passées. Le poids du nationalisme et la force de l'antisémitisme restent peu pris en considération. De même que n'est pas montrée la terrible visibilité des massacres. Si tout le monde n'a pas collaboré, bien des villageois ont vu leurs voisins juifs tués sous leurs yeux. Beaucoup ont profité de leurs biens⁴¹. Les sauveteurs eux-mêmes

41. O. BARTOV, « Eastern Europe as the site of Genocide », *The Journal of Modern History*, 80-3, 2008, p. 557-593.

n'ont pas toujours agi que par désintéressement, certains dénonçant les juifs qu'ils avaient d'abord cachés. Pour les juifs survivants, l'environnement était fondamentalement hostile et dangereux. En dernière analyse, dans *Black Earth*, l'importance accordée à la collaboration sert moins l'analyse d'une dimension centrale des sociétés occupées que la mise en cause de l'URSS⁴².

Les «leçons» de la Shoah : une futurologie hasardeuse

Black Earth se conclut par une mise en garde solennelle : « Comprendre l'Holocauste est notre chance, notre dernière peut-être, de préserver l'humanité » (TN, p. 489). Car nous serions beaucoup plus proches que nous ne le pensons du monde d'Hitler. La révolution verte, qui avait résorbé les pénuries alimentaires au lendemain de la guerre, atteint maintenant ses limites. Le réchauffement climatique provoque déjà tensions et conflits : « La guerre civile en Syrie a commencé après que quatre années de sécheresse consécutives eurent chassé les paysans vers les villes surpeuplées » (TN, p. 462). L'histoire pourrait se répéter :

« Dans un scénario de tuerie de masse ressemblant à l'Holocauste, les dirigeants d'un pays développé pourraient suivre ou induire une panique autour de pénuries futures et agir préventivement, désignant un groupe humain comme la source d'un problème écologique et détruisant d'autres États délibérément ou par accident » (TN, p. 463).

Le réchauffement climatique « pourrait rendre plus plausibles les descriptions hitlériennes de la vie, de l'espace et du temps ». Une « solution apparente » au défi qu'il représente consisterait « à définir un ennemi mondial » (TN, p. 466).

Des développements de politique-fiction illustrent le propos. Dans la veine du « péril jaune », T. Snyder imagine ce que sera, peut-être, d'ici une quinzaine d'années, l'impérialisme chinois. Les dirigeants de Pékin pourraient tirer la même « conclusion que les dirigeants de Berlin tirèrent dans les années 1930 » (TN, p. 470) et considérer que la mondialisation « doit être complétée par le contrôle durable d'un espace vital qui assure le ravitaillement alimentaire » (TN, p. 471). La pénurie d'eau potable risque de conduire aux pires extrémités : « Sous pression, les Chinois trouveront peut-être les idées qui semblent justifier l'appauvrissement et la mort des Africains et des Russes » (TN, p. 471). La Russie de Poutine n'est, il est vrai, pas mieux lotie :

« À partir de 2013, les dirigeants et propagandistes russes, tenants d'un nouveau colonialisme, ont imaginé d'anéantir les Ukrainiens voisins ou les ont présentés comme des sous-Russes. Dans des tableaux qui rappellent ce qu'Hitler disait des mêmes Ukrainiens (et Russes), les dirigeants russes ont décrit l'Ukraine comme une entité artificielle, sans histoire, sans culture ni langue, soutenue par un conglomérat de Juifs, de gays, d'Européens et d'Américains » (TN, p. 473).

42. Sur les enjeux d'une histoire de la collaboration contextualisée dans le cadre plus large d'une histoire de l'Occupation : Tatjana TÖNSMEYER, « Besatzung als europäische Erfahrungs- und Gesellschaftsgeschichte : Der Holocaust im Kontext des Zweiten Weltkrieges », in Frank BAJOHHR, Andrea LÖW (éd.), *Der Holocaust. Ergebnisse und neue Fragen der Forschung*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 2015, p. 281-298.

L'islam est une autre menace :

«D'ores et déjà, les musulmans d'Afrique du Nord introduisent des croyances antisémites en Europe. Et s'ils blâmaient maintenant les Juifs des catastrophes écologiques ? [...] Dans une guerre autour des ressources, les musulmans pourraient imputer aux Juifs à la fois les problèmes locaux et la crise écologique générale; telle était, après tout, l'approche d'Hitler» (TN, p. 477).

Soucieux d'une futurologie «équilibrée», T. Snyder précise que «naturellement, les Israéliens pourraient aussi blâmer les musulmans et chercher à entraîner leurs alliés américains dans un conflit plus large».

Au vu de ces scénarios, les catégories mobilisées pour rendre compte du passé ne semblent pas plus opératoires pour décrire le présent et prédire le futur. Le prisme «écologique» réduit la complexité du monde contemporain. Le génocide du Rwanda, la guerre civile du Soudan à partir de 2003 et de la Syrie depuis 2011 relèveraient fondamentalement d'une problématique climatique. L'État, les menaces qui pèsent sur lui, constituent la seconde interrogation centrale de la conclusion. Au Moyen-Orient, les «États sont généralement faibles». L'Irak de Saddam Hussein, la Syrie des Assad, l'Iran islamique, l'Égypte d'Al-Sissi ne constituent-ils pas des exceptions suffisamment nombreuses pour conduire à se demander si le problème ne réside pas au moins autant dans l'existence d'États forts et violents, dont il conviendrait de questionner la politique ?

Les recommandations de T. Snyder nous renseignent sur sa vision de la politique. Il importerait de réhabiliter l'État, injustement dévalorisé par les intellectuels postmodernes qui ont tiré les mauvaises leçons de la Shoah. Les uns, de gauche, seraient tributaires des analyses anti-étatistes de l'école de Francfort, les autres, de droite, de l'école autrichienne de la pensée économique incarnée par Friedrich Hayek. D'où une convergence au-delà des divergences, consistant à critiquer l'État, alors que ce dernier «est là pour reconnaître, appuyer et protéger des droits, ce qui veut dire créer les conditions dans lesquelles les droits peuvent être reconnus, appuyés et protégés» (TN, p. 487). L'autre grande recommandation est d'«investir dans la science» (TN, p. 488). En effet, si Hitler a présenté l'élimination des juifs comme le moyen de résoudre la crise écologique, c'est parce que, ennemi de la science, il a refusé d'investir dans la recherche agronomique pour résoudre le problème de la pénurie alimentaire. Aujourd'hui, les conservateurs américains adopteraient la même posture en refusant d'accepter la réalité scientifiquement irréfutable du réchauffement climatique.

En dernière analyse, le viatique snydérien repose sur une foi inconditionnelle dans le progrès. Si l'État se révèle criminel, meurtrier, il ne s'agit plus d'un État, mais d'un non-État, échappant dès lors à l'horizon de théorisation. C'est tout de même un petit peu embêtant lorsque l'on rédige une étude sur la Shoah. L'État moderne, bureaucratique, ne peut être qu'au service du citoyen et le protéger de l'arbitraire et de la violence. Quant à la science, l'avenir dira si elle saura relever le défi du réchauffement climatique. Mais, de même que l'État, elle a sa face sombre. Présenter Hitler comme un ennemi de la science est très contestable. Scientifiques et intellectuels furent nombreux à apporter leur concours à l'Allemagne nazie,

concevant les armements les plus sophistiqués, menant les expériences médicales les plus inhumaines, fournissant une légitimation pseudo-scientifique du racisme et de l'autorité. Si T. Snyder est dans son droit le plus strict lorsqu'il valorise l'État comme garant du droit et la science comme vecteur de progrès – nous partageons d'ailleurs pleinement ses idéaux – il semble contre-productif d'adosser ce plaidoyer à des argumentaires aussi contestables.

En définitive, les deux ouvrages de Timothy Snyder révèlent un décalage entre les intentions et les résultats. Dans *Bloodlands*, le décentrement annoncé n'est pas réellement mis en œuvre. Le fonctionnement de la machine d'occupation nazie et le comportement des bourreaux sur le terrain sont insuffisamment analysés. Les sociétés occupées apparaissent bien abstraites au prisme réducteur de la double occupation. Le manque de recul chronologique interdit la prise en compte de l'histoire de l'Ouest soviétique, marquée par la fin du tsarisme, la guerre mondiale puis civile, les incertitudes de la NEP et le volontarisme ultra-violent des années 1930. Le biais interactionniste pénalise l'analyse de l'aire régionale censée figurer au cœur de l'étude. Loin d'une histoire décentrée, *Bloodlands* propose un récit traditionnel, écrit à partir de Berlin et de Moscou, avec Hitler et Staline pour moteurs. La comparaison se révèle niveleuse, recyclant bien des clichés d'une histoire des totalitarismes terriblement datée. Enfin, dans *Black Earth*, la focalisation sur la « destruction de l'État » apparaît peu probante.

La simplification excessive d'une réalité complexe est le second problème soulevé par *Bloodlands* et *Black Earth*. Les grands débats sont soit évacués, soit expédiés dans des notes aussi brèves que confuses, voire incompréhensibles. On pourra nous rétorquer que dans un ouvrage destiné à un large public, entrer dans le détail est difficile, que la tradition anglo-saxonne du récit impose ses contraintes. Sans doute. Mais quelle stratégie narrative choisir pour une histoire qui, si l'on reprend les mots de T. Snyder, doit être « intelligible pour les Polonais, les Israéliens, les Lettons, les Californiens, les Irlandais et les Portugais »⁴³ ? Si l'on s'adresse à un public « global », il faut mettre l'accent sur les points les plus essentiels. Mais, précisément, quels sont-ils ?

Il paraît indispensable d'expliquer que les historiens ne sont pas toujours d'accord entre eux, qu'ils font évoluer leur réflexion en fonction de découvertes dans les archives ou de nouveaux questionnements. Le premier enjeu de la vulgarisation est de montrer que l'histoire n'est pas un donné factuel et interprétatif. Rien n'empêche d'exposer clairement que tout ne se réduit pas à Hitler ou Staline, que les rivalités entre administrations peuvent engendrer des processus, que la mort de faim de trois millions d'Ukrainiens fait l'objet d'analyses contradictoires, etc. Il y a aussi, nous semble-t-il, une déontologie minimale à respecter. Il est

43. « Inside the Bloodlands. A discussion between Timothy Snyder and Sybille Steinbacher », *IWMPost*, 108, 2011, p. 14-15, p. 15.

scandaleux d'écrire que «pour l'heure, l'époque des tueries massives en Europe est surthéorisée et mal comprise», d'introduire un livre sur la Shoah sans la moindre référence aux historiens qui ont parfois consacré leur vie entière à en faire l'histoire, de suggérer que la communauté historique aurait globalement failli jusqu'à T. Snyder. Il y a des limites aux facilités de l'autopromotion⁴⁴.

Enfin, *Bloodlands* et *Black Earth* ne traitent pas d'une histoire froide, mais de sujets sensibles. Les effroyables souffrances que T. Snyder évoque parfois de façon émouvante sont des enjeux lourds. Dans le monde occidental, la Shoah est, on le sait, au cœur des mémoires. S'il est moins présent, le passé soviétique n'est pas absent pour autant. Diffusé en novembre 2015 sur France 2 en *prime time*, le documentaire *Apocalypse Staline* a attiré trois millions cent mille téléspectateurs⁴⁵. Le décalage n'en est pas moins patent avec l'Europe de l'Est, où les crimes communistes occupent le centre des débats. Sur cet arrière-plan mémoriel, on pouvait attendre de T. Snyder, spécialiste de l'Europe orientale, des mises en perspective. Or, à l'exception des considérations sur la centralité d'Auschwitz dans les mémoires occidentales, *Bloodlands* flotte dans une sorte d'apesanteur idéologique et mémorielle, nous parle de la famine ukrainienne sans évoquer l'importance de l'Holodomor dans l'Ukraine d'aujourd'hui, vante les mérites de la comparaison entre nazisme et stalinisme sans nous rappeler qu'elle a longtemps servi la diabolisation du communisme. La chute du mur n'a pas diminué le caractère brûlant de leur mise en regard. Mais T. Snyder jette un regard sombre sur les partisans, plus largement sur l'URSS, sans s'interroger sur la résonance que peuvent avoir ses analyses dans des pays où s'affirme une remémoration parfois très positive de mouvements nationalistes et anticomunistes dont l'antisémitisme et l'implication dans la Shoah sont avérés. Dans sa recension de *Bloodlands*, Efraim Zuroff s'inquiétait d'un livre «déjà en voie de devenir la bible de tous les falsificateurs de l'holocauste dans l'Europe orientale postcommuniste»⁴⁶.

Si l'appréciation peut sembler excessive, l'inquiétude qui la sous-tend l'est moins. Certes, T. Snyder est insoupçonnable de la moindre ambiguïté. Il a pris la plume pour dénoncer la cécité mémorielle de la Lituanie face à son passé⁴⁷. Reste que ses analyses dessinent les contours d'un récit divergent de celui qui domine l'historiographie. Relativiser la spécificité de la Shoah, minorer le rôle de l'antisémitisme, imputer une lourde part de responsabilité à l'URSS, tout cela n'est pas anodin, en outre, sur le plan mémoriel. Il est regrettable que T. Snyder n'ait pas explicité les enjeux extra-scientifiques d'une histoire hautement inflammable sur laquelle, précisément, il jette un regard provocateur.

44. À propos d'un autre exemple de ce travers : Christian INGRAO, Jean SOLCHANY, «La "Shoah par balles". Impressions historiques sur l'enquête du père Desbois et sa médiatisation», *Vingtième Siècle*, 102, 2009, p. 3-18.

45. «Audiences : *Mentalist* fait mieux que Staline», *tvmag.lefigaro.fr*, publié le 4 novembre 2015.

46. Efraim ZUROFF, «The Equivalency Canard», *Haaretz*, 11 mai 2011.

47. T. SNYDER, «Lithuania neglects the memory of its murdered Jews», *The Guardian*, 29 juillet 2011.

D'autant que *Bloodlands* n'est pas que pure réflexion érudite. Dès 2005, T. Snyder souhaitait l'émergence d'une « culture européenne commune » synonyme de dépassement des « “différences culturelles” entre les différentes sphères de l'Europe », aspirait à un nouveau récit européen plus large que celui forgé en Europe de l'Ouest au lendemain de 1945, de nature à inclure l'est du continent et les souffrances imputables au communisme⁴⁸. En 2011, il précisait : « Il est nécessaire que les Européens connaissent cette part commune de leur histoire. Un Français doit comprendre le destin des Polonais assassinés et un Ukrainien celui des Juifs allemands. Sans une conscience historique commune, l'UE ne peut pas fonctionner »⁴⁹. Une ambition porte *Bloodlands*, celle de forger le *master narrative* d'une Europe mémoriellement unifiée.

Il est exact qu'à l'Ouest l'opinion a encore du mal à percevoir la violence terrible du stalinisme et de l'emprise qu'il a exercée sur la société, la démesure d'une répression qui, même si certaines catégories étaient plus touchées que d'autres, pouvait s'abattre sur n'importe qui, tuant des millions de personnes et brisant la vie de millions d'autres. De 1930 à 1952, de dix-huit à vingt millions de personnes ont été condamnées à des peines de camp de durée variable. Mais est-ce le rôle de l'historien de contribuer à l'édification d'un nouveau régime mémoriel ? N'y a-t-il pas là un mélange des genres ? Surtout, nous ne pouvons qu'être en désaccord profond, scientifiquement parlant, avec la vision promue par T. Snyder. La réunification des mémoires ne peut se faire au prix de la dilution des différences entre nazisme et stalinisme. Il n'est pas du tout sûr que la focalisation de la mémoire sur Auschwitz, c'est-à-dire avant tout sur Birkenau, soit excessive, comme l'affirme T. Snyder. Le lieu de mémoire que le camp incarne n'occulte nullement les autres victimes juives ou les victimes non juives des autres crimes nazis. Auschwitz est la quintessence d'une entreprise génocidaire sans équivalent par la détermination de sa mise en œuvre, la complexité de ses manifestations et le nombre de ses victimes.

Un détour par les camps de concentration, laissés de côté par T. Snyder, permettra de conclure sur le paradigme des terres de sang et la thèse de la destruction de l'État. À Neuengamme s'est déroulé, le 20 avril 1945, l'un des derniers épisodes, particulièrement effroyable, d'une criminalité hors norme. Saul Friedländer l'évoque dans les dernières pages de *L'Allemagne nazie et les juifs*, le journaliste allemand Günther Schwarberg lui a consacré une étude⁵⁰. Déportés à Auschwitz, vingt enfants juifs, dix filles et dix garçons, ont été épargnés et transférés en novembre 1944 dans ce camp situé près de Hambourg. Ils deviennent les cobayes d'expériences médicales. Le 20 avril 1945, alors que

48. T. SNYDER, « Balancing the Books », *Eurozine*, 3 mai 2005 (<http://www.eurozine.com/balancing-the-books>).

49. T. SNYDER, « Es ist leicht ein Täter zu werden », *Falter*, 24 août 2011, p. 14.

50. S. FRIEDLÄNDER, *L'Allemagne... 1939-1945*, op. cit., p. 801-802 ; Günther SCHWARBERG, *Ils ne voulaient pas mourir : les enfants martyrs de Bullenhuser Damm* [1979], Paris, Presses de la Renaissance, 1981 ; voir également ID., « Inferno und Befreiung. Zwanzig Kinder erhängen dauert lange », *Die Zeit*, 2005-15, 6 avril 2005.

l'on fête l'anniversaire du Führer et que les troupes britanniques sont à six kilomètres, l'ordre arrive de Berlin de tuer les enfants. L'État nazi, confronté depuis 1942 à une coalition d'adversaires qui lui était bien supérieure, n'en a pas moins mobilisé toute son énergie jusqu'à la fin de la guerre, produisant des armements en quantités toujours plus considérables, offrant une résistance acharnée sur tous les fronts. Et il a poursuivi l'extermination des juifs jusqu'aux derniers jours. Au-delà, l'ensemble du système concentrationnaire connaît alors un paroxysme de violence.

Le 20 avril 1945, les vingt enfants juifs sont transférés dans un camp satellite de Neuengamme, à l'école du Bullenhuser Damm, où le Dr Alfred Trzebinski, qui fut en poste à Maïdanek et à Auschwitz avant d'être muté à Neuengamme, leur administre des sédatifs. Ils sont ensuite pendus. Dans une cave voisine, vingt-quatre adultes sont également pendus ce jour-là. Ils mettent de six à huit minutes à agoniser. Parmi eux, deux médecins français déportés pour faits de résistance et deux soignants hollandais rattachés à l'équipe du médecin Kurt Heißmeyer responsable des expériences. Les vingt autres adultes assassinés le 20 avril sont des prisonniers de guerre soviétiques. Les trois infirmières polonaises qui avaient accompagné les enfants lors du transfert d'Auschwitz à Neuengamme ont été pendues dès le 4 décembre 1944. Les petites victimes venaient quant à elles de toute l'Europe, de France, de Hollande, de Yougoslavie et de Pologne. Eleonora et Roman étaient issus d'une famille juive de Radom, en Pologne. Le 21 mars 1943, le jour de Pourim, eux et leurs parents avaient été extraits du ghetto et emmenés à l'extérieur de la ville, avec d'autres familles de notables, pour être fusillés par une unité de trawnikis, des auxiliaires ukrainiens, sous commandement allemand. Ils échappèrent à la mort, avec leur mère, alors que leur père était abattu sous leurs yeux. Le 31 juillet 1944, les trois survivants sont déportés à Auschwitz, au moment où les juifs hongrois sont massivement exterminés, avant que les deux enfants ne finissent leurs jours moins d'un an plus tard à Neuengamme.

Cette histoire sinistre, qui s'est donc déroulée loin des terres de sang, montre que les fusillades à l'Est, la déportation à Auschwitz, l'assassinat de résistants français, l'extermination des juifs polonais, celle des juifs hollandais, la mort des prisonniers soviétiques, le sort des Polonais non juifs sont des réalités qui se recourent et ne peuvent être renvoyées à des régimes de causalité différents ou à un quelconque déterminisme spatial. En revanche, les interactions supposées entre Hitler et Staline ne permettent pas d'y comprendre grand-chose. L'on cherchera en vain, du côté du stalinisme, en dépit de toute sa violence, une criminalité s'apparentant à ce que nous dévoile le destin des vingt enfants juifs de Neuengamme.

Jean SOLCHANY
Sciences Po Lyon, LAHRHA, UMR 5190
 14 avenue Berthelot, 69 007 Lyon
 jean.solchany@sciencespo-lyon.fr

Résumé / Abstract

Jean SOLCHANY

Beaucoup de bruit pour rien ? Retour sur la lecture faite par Timothy Snyder des violences de masse nazie et stalinienne

Depuis la publication de *Terres de sang* en 2012 et de *Terre noire* en 2016, l'historien américain Timothy Snyder est crédité d'avoir renouvelé en profondeur la compréhension des crimes nazis et staliniens ; il est devenu un intellectuel global que s'arrachent les médias du monde entier. Cet article propose une mise en perspective critique de ses analyses, qui ont suscité les réactions les plus contradictoires dans la communauté historique. Il montre que le paradigme des terres de sang n'est pas porteur d'un décentrement spatial fécond, mais induit au contraire une relecture datée et simplificatrice des histoires nazie et soviétique, vues au prisme d'un comparatisme niveleur et d'un interactionnisme hypothétique. Il souligne la faible portée heuristique de la thèse de la destruction de l'État, érigée en méta-explication de l'extermination des juifs d'Europe. Il interroge la pertinence des leçons que Timothy Snyder, adoptant la posture de l'intellectuel-prophète, tire de la Shoah.

MOTS CLÉS : Europe, années 1930 et 1940, nazisme, stalinisme, histoire comparée, crimes de masse, Shoah ■

Jean SOLCHANY

Much ado about nothing? A critical essay on Timothy Snyder's studies about Nazi and Stalinist crimes

Since the publication of Bloodlands in 2010 and Black Earth in 2015, the American historian Timothy Snyder is considered as having succeeded in deeply renewing our understanding of Nazi and Stalinist crimes, so far as to becoming a global intellectual assailed by the media from all over the world. This article aims at criticizing Snyder's main lines of argumentation, which generated widely contrasting comments among historians. First, it shows that the bloodlands concept does not lead to a fruitful spatial turn. Quite the opposite, Timothy Snyder offers a dated and overly simplistic reading of German and Soviet history. His analytic framework is based on a crude comparative stance exaggerating similarities and on a highly questionable interactionist paradigm. Moreover, the article emphasizes the weak heuristic value of an interpretation of the Holocaust presenting the destruction of states as its main precondition. Finally, it questions the pertinence of the lessons drawn from the past by an intellectual endorsing the role of a prophet.

KEYWORDS : Europe, 1930s, 1940s, Nazism, Stalinism, comparative history, mass crimes, Holocaust ■